

DR JEAN DELORS BIYOGUE BI NTOUGOU ENGAGÉ AU SERVICE DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE AU GABON

VOX MAG

#13 · DEUXIÈME TRIMESTRE 2026

www.vox.cg

A portrait of Denis Sassou N'Gesso, President of Gabon, wearing a blue suit, a red sash, and a gold chain. He is standing in front of a crowd of people holding Gabonese flags.

DENIS SASSOU N'GUESSO ENGAGE UN NOUVEAU QUINQUENNAT PLACÉ SOUS LE SIGNE DE L'ACCÉLÉRATION DU DÉVELOPPEMENT

À KINTÉLÉ, DENIS SASSOU N'GUESSO A PRÊTÉ SERMENT POUR UN NOUVEAU QUINQUENNAT PLACÉ SOUS LE SIGNE DE «L'ACCÉLÉRATION DE LA MARCHÉ VERS LE DÉVELOPPEMENT». JEUNESSE, FEMMES, PAIX, TRANSFORMATION ÉCONOMIQUE ET GOUVERNANCE RIGOUREUSE CONSTITUENT LES PRIORITÉS ANNONCÉES DE CE NOUVEAU MANDAT.





FORUM **VOXÉCO**

ANALYSER - ÉCHANGER - PROPOSER

CLIMAT DES AFFAIRES **LE LEVIER DE L'INVESTISSEMENT PRIVÉ**



4ÈME TRIMESTRE
2026



TOURS JUMELLES
BRAZZAVILLE

PLUS D'INFORMATIONS :
WWW.FORUMVOX.ECO



 **L'Archer**
PARTENAIRE OFFICIEL

SOMMAIRE

07 ÉDITORIAL

TRANSCENDER LES
CLIVAGES POUR BÂTIR
LE PROGRÈS COMMUN

12 ÉCONOMIE

LA SNPC EXPLORE UN
PARTENARIAT STRATÉ-
GIQUE AVEC DANGOTE
POUR SÉCURISER
L'APPROVISIONNE-
MENT PÉTROLIER DU
CONGO

28 DOSSIER

LE PORT AUTONOME
DE POINTE-NOIRE
APPELÉ À COMBLER
SES LACUNES
POUR REJOINDRE
LES STANDARDS
INTERNATIONAUX

30 LE PORT AUTONOME DE POINTE-NOIRE MISE SUR SES CORRIDORS POUR DEVENIR UN HUB LOGISTIQUE RÉGIONAL

08
ÉCONOMIE

LE PORT DE POINTE-NOIRE SCELLE
UN PARTENARIAT STRATÉGIQUE DE 500 MILLIONS
DE DOLLARS AVEC AD PORTS GROUP



36

POLITIQUE

DENIS SASSOU N'GUESSO ENGAGE
UN NOUVEAU QUINQUENNAT PLACÉ SOUS LE
SIGNE DE L'ACCÉLÉRATION DU DÉVELOPPEMENT

46

LE PORTRAIT
DU MAG

LES NOUVEAUX
VISAGES DU
GOUVERNEMENT
CONGOLAIS



Vox Mag #13 · Deuxième trimestre 2026 · Imprimé en France · **DIRECTRICE DE PUBLICATION** Marna Julie Mankene · **RÉDACTION** Sasha Kitadi, Achille Zickou-Totho, Ruth Kouloungou, Certes Bembi, Monica Ngoma · **DIRECTEUR COMMERCIAL ET MARKETING** Max Goma · **DIRECTEUR ARTISTIQUE** Jésus Sony · **PHOTOS** ADN, ONG Pratic, Bantuhub, Serges Rahim, Présidente de la République.

+242 05 680 55 10 | contact@vox.cg | www.vox.cg | 75 bis rue Général Testard - Centre-Ville | Brazzaville - République du Congo.

Les adresses figurant dans les pages rédactionnelles sont données à titre d'information, sans aucun but publicitaire. La reproduction, même partielle, des articles et illustrations pris dans Vox Mag est strictement interdite, sauf accord de la rédaction. © VOX MAG - Deuxième trimestre 2026.



19

DOSSIER

**DR JEAN DELORS
BIYOGUE BI NTOUGOU,
ENGAGÉ AU SERVICE
DE LA SÉCURITÉ
ALIMENTAIRE
AU GABON**

24

DOSSIER :

**L'ASSIETTE, ENJEU
DE SOUVERAINETÉ
NATIONALE**



32 **UNE ALLIANCE
PUBLIC PRIVÉ
POUR BOOSTER LA
COMPÉTITIVITÉ DU
PORT AUTONOME DE
POINTE-NOIRE**

35 **VÉRONE MANKOU
JUSTIFIE LA
DÉLOCALISATION
DU FORUM VOX ÉCO
À POINTE-NOIRE
POUR SA QUATRIÈME
ÉDITION**

42

POLITIQUE

**COLLINET MAKOSSO DÉVOILE LES VINGT MISSIONS
DU QUINQUENNAT POUR TRANSFORMER
LE QUOTIDIEN DES CONGOLAIS**

62 **CULTURE**

**BRAZZAVILLE SE
DOTE D'UN MUSÉE
NATIONAL ÉRIGÉ
EN SYMBOLE DE
MÉMOIRE ET DE
SOUVERAINETÉ
CULTURELLE**



14

ÉCONOMIE NUMÉRIQUE

**OSIANE 2026 CONSACRE LA MONTÉE
EN PUISSANCE DE LA SOUVERAINETÉ
NUMÉRIQUE EN AFRIQUE CENTRALE**



59

INTERVIEW DU MAG

**JOSIANE MATÉNÉ LA FORCE DISCRÈTE
D'UN LEADERSHIP AU SERVICE
DU COLLECTIF**

64 **SPORT**

**DE PLUS EN PLUS
DE LOCALITÉS ET
D'ÉQUIPES RALLIENT
LA DYNAMIQUE
QUI ENTRETIENT
LE HANDBALL
CONGOLAIS**

VOX TV

LE CONGO VU DE L'INTÉRIEUR

WWW.VOX.CG

CHAÎNE DE TÉLÉVISION D'INFORMATION EN CONTINU

DISPONIBLE SUR :



CANAL+

3 (ou 567)



L'INFORMATION CONTINUE SUR
NOTRE CHAÎNE WHATSAPP



+242 05 680 55 10 / contact@vox.cg / redaction@vox.cg
146, Avenue Charles De Gaulle / Centre-Ville
Brazzaville / Rép. du Congo

Éditorial

Transcender les clivages pour bâtir le progrès commun



L'histoire des nations ne s'écrit jamais dans la division mais dans la capacité à transcender les différences pour servir une cause plus grande que soi. Au Congo, cette cause porte un nom, celui de la République, qui se résume en un programme de vie collective fondé sur l'unité, le travail et le progrès. L'esprit républicain et le patriotisme doivent redevenir le socle rassembleur des Congolais, au delà des divergences et des préjugés qui ralentissent la marche de la société. Cette dynamique d'accélération vers le développement exige désormais l'engagement de chaque citoyen, sans exception.

Transcender les clivages ne signifie nullement nier les opinions divergentes qui traversent naturellement toute société. Cela signifie plutôt les subordonner à l'intérêt supérieur de la nation congolaise. Sauver les aspirations communes revient à refuser que l'avenir du pays demeure otage des calculs partisans, des méfiances héritées du passé ou des logiques d'exclusion qui fragmentent inutilement les énergies collectives. Tant que les Congolais resteront prisonniers de ces clivages, ils continueront de perdre une énergie précieuse à s'opposer là où ils devraient au contraire s'additionner. Comprendre que la prospérité n'est l'affaire ni d'un groupe, ni d'une région, ni même d'une seule génération, mais bien le fruit d'un

effort partagé, constitue le préalable indispensable à toute avancée réelle.

Cette dynamique d'accélération vers le développement ne saurait se limiter à un programme réservé aux seuls gouvernants ou aux élites économiques du pays. Elle constitue avant tout un appel adressé à la responsabilité individuelle et collective de chaque citoyen congolais. À son niveau, chacun est invité à soutenir l'effort national, à refuser l'indifférence face aux enjeux communs et à faire prévaloir le travail bien fait sur la simple facilité du discours. Il relève ainsi du devoir de chacun d'affirmer sans ambages son appartenance pleine et entière à la nation congolaise.

La République ne se décrète jamais une fois pour toutes puisqu'elle se construit en tout temps, à travers des gestes concrets de solidarité, de respect des institutions et de service rendu au public. La nation congolaise, une et indivisible, ne peut se bâtir sur l'exclusion d'aucune de ses composantes. Elle se nourrit au contraire de la diversité de ses filles et de ses fils, dès lors que ceux-ci acceptent de marcher dans une même direction commune. L'heure n'est ainsi plus aux simples incantations mais bien à l'action coordonnée, au sens aigu du devoir et à la foi partagée dans un avenir commun, seule condition véritable du progrès congolais.

MARNA MANKENE
Directrice de publication

LE PORT DE POINTE-NOIRE SCELLE UN PARTENARIAT STRATÉGIQUE DE 500 MILLIONS DE DOLLARS AVEC AD PORTS GROUP

La République du Congo et plusieurs partenaires institutionnels et privés, dont le groupe émirati AD Ports Group, ont procédé le 7 mai 2026, à Brazzaville, à la signature des accords stratégiques du projet Terminal East New Mole du port autonome de Pointe-Noire. À travers cette infrastructure portuaire de grande envergure, l'exécutif congolais entend renforcer les capacités logistiques du principal port du pays tout en accélérant sa transformation économique. Le partenariat conclu prévoit un investissement global dépassant les cinq cents millions de dollars sur une concession de trente ans, dont environ deux cents millions de dollars pour les seuls contrats d'exécution signés lors de cette cérémonie. Ce projet vise à faire de Pointe-Noire un carrefour commercial majeur de l'Afrique centrale.

PAR : MARNA MANKENE



La signature s'est déroulée sous l'égide du ministère de la Coopération internationale et de la Promotion des partenariats public-privé, réunissant représentants diplomatiques, partenaires économiques et acteurs du secteur privé. Représenté par le secrétaire permanent des partenariats public-privé, Innocent Dimi, l'exécutif congolais a saisi cette occasion pour réaffirmer sa stratégie visant à positionner le pays comme hub logistique régional en Afrique centrale. Dans son discours de bienvenue, Innocent Dimi a insisté sur la portée stratégique de Pointe-Noire, soulignant que la présence des partenaires internationaux à Brazzaville revêtait une signification particulière puisqu'elle témoignait de l'importance qu'accorde le Congo à sa vision de devenir un hub logistique et commercial majeur sur le continent. Les autorités congolaises ont par ailleurs rappelé que le partenariat public-privé constitue désormais le véritable moteur de la transformation structurelle de l'économie nationale.

Le partenariat conclu avec AD Ports Group, acteur international de référence dans les infrastructures portuaires et la logistique, porte spécifiquement sur le développement du terminal à conteneurs New East Mole. Dans son allocution, Mohamed Eidha Tannaf Al Menhali, directeur général régional du Bureau international d'AD Ports Group, a souligné l'importance de cet engagement financier en précisant



Cérémonie de signature des accords stratégiques relatifs au projet de terminal East New Mole du Port autonome de Pointe-Noire.

que la cérémonie marquait la signature de trois contrats d'une valeur combinée d'environ deux cents millions de dollars américains pour ce nouveau terminal baptisé Noatum Ports New East Mole. Il a également insisté sur l'impact économique attendu du projet, estimant qu'il représentait une étape importante dans la réalisation d'une infrastructure commerciale destinée à favoriser une croissance durable ainsi que la création d'emplois pour la République du Congo et l'ensemble de l'Afrique centrale et de l'Ouest.

Une infrastructure pensée pour moderniser le trafic maritime national

Les autorités congolaises considèrent cette infrastructure comme un instrument essentiel de diversification économique et de modernisation des capacités portuaires du pays. Les documents officiels présentés lors de la cérémonie rappellent que le terminal Est permettra notamment d'accroître les capacités de traitement du trafic maritime tout en fluidifiant les échanges commerciaux régionaux et



Fiers de ces accords, les responsables d'AD Ports Group se tournent avec confiance vers un avenir prospère.

internationaux, renforçant ainsi la compétitivité nationale sur la scène économique continentale.

Le projet New East Mole, structuré dans le cadre d'une concession de trente ans, prévoit une profondeur de quai atteignant seize mètres ainsi qu'une capacité renforcée destinée à répondre aux contraintes actuelles du transbordement régional. Les investissements engagés dépassent au total les deux cent trente six millions de

dollars, une somme qui traduit selon les autorités la confiance des partenaires internationaux dans le potentiel économique du Congo. Pour AD Ports Group, ce terminal représente également une pièce maîtresse de sa stratégie d'expansion sur le continent africain. Mohamed Eidha Tannaf Al Menhali a d'ailleurs affirmé que Pointe-Noire deviendrait un carrefour commercial clé de l'Afrique centrale et de l'Ouest, rappelant que ce projet s'inscrivait dans un réseau africain plus vaste incluant déjà l'Égypte, la Tanzanie et l'Angola.

Des retombées sociales attendues au delà des infrastructures

Au delà de la seule dimension infrastructurelle, les autorités congolaises misent également



Photo de famille à l'issue de la signature des accords stratégiques relatifs au projet de terminal East New Mole.



sur les retombées sociales générées par ce projet d'envergure. La création d'emplois, le transfert de compétences ainsi que les opportunités offertes aux petites et moyennes entreprises locales figurent parmi les impacts attendus par le gouvernement. Selon les organisateurs de la cérémonie, cette signature symbolise la volonté du Congo de bâtir des partenariats solides et équilibrés, orientés vers des résultats concrets au bénéfice direct des populations congolaises.

Un accord cadre remontant à 2023 et entré en phase opérationnelle

Ce partenariat stratégique s'appuie sur un accord cadre plus ancien, acté le 20 juin 2023 à Brazzaville, par lequel le gouvernement congolais et AD Ports Group avaient conclu un contrat de concession de trente

ans, renouvelable vingt ans supplémentaires aux mêmes conditions, pour la gestion et l'exploitation du terminal New East Mole. Côté congolais, ce document avait été paraphé par Denis-Christel Sassou Nguesso, ministre de la Coopération internationale et du Partenariat public-privé, ainsi que par Honoré Sayi, ministre des Transports, de l'Aviation civile et de la Marine marchande. Cet accord confère à AD Ports Group le droit exclusif d'investir, de développer, d'exploiter, de gérer et d'entretenir le terminal, une infrastructure appelée à traiter aussi bien les conteneurs que les marchandises générales, le vrac et les autres types de fret.

Un document préliminaire, appelé Head of Terms, avait par ailleurs été signé dès le mois de mars 2023 afin de poser les bases techniques et financières du projet. L'investissement global est estimé à plus de cinq cents millions de dollars

sur l'ensemble de la durée de la concession, dont deux cent vingt millions de dollars alloués à la première phase du chantier, initialement prévue pour une livraison en trente mois. Le volet digital occupe désormais une place centrale dans cette modernisation puisque AD Ports Group s'engage à déployer un guichet unique, des logiciels de gestion portuaire, une architecture digitale complète ainsi que des outils d'analyse commerciale et un support aux opérations numériques, dans le but d'optimiser durablement la fluidité des activités portuaires à Pointe-Noire.

Avec cette signature, le port autonome de Pointe-Noire franchit ainsi une étape décisive dans sa transformation, confirmant l'ambition congolaise de faire de cette infrastructure une plateforme logistique de référence pour l'ensemble de l'Afrique centrale.

Vue aérienne
du Port
autonome de
Pointe-Noire.



LA SNPC EXPLORE UN PARTENARIAT STRATÉGIQUE AVEC DANGOTE POUR SÉCURISER L'APPROVISIONNEMENT PÉTROLIER DU CONGO



La Société nationale des pétroles du Congo et Dangote Petroleum Refinery & Petrochemicals ont entamé des discussions sur un partenariat stratégique destiné à renforcer l'approvisionnement de la République du Congo en produits pétroliers raffinés. À la tête d'une délégation congolaise en visite à la raffinerie de Lekki, près de Lagos, le 28 juin 2026, le directeur général de la SNPC, Maixent Raoul Ominga, a qualifié l'installation d'atout stratégique pour l'Afrique tout en exprimant l'intérêt de la compagnie nationale pour une coopération de long terme. Aucun accord commercial n'a toutefois été signé à ce stade, les volumes, les prix et la logistique restant entièrement à négocier.

PAR : MARNA MANKENE

Lors de cette visite, le directeur général de la SNPC a salué une réalisation industrielle majeure pour le continent, affirmant que la République du Congo disposait d'une capacité de raffinage et souhaitait explorer une coopération stratégique susceptible de renforcer l'approvisionnement en produits pétroliers raffinés tout en créant de la valeur pour les deux organisations. Les discussions engagées entre les deux parties portent sur cinq axes précis, à savoir le raffinage, l'approvisionnement en produits pétroliers, la sécurité énergétique, le développement industriel ainsi que le partage des connaissances techniques. Maixent Raoul Ominga a par ailleurs félicité le groupe Dangote pour avoir démontré que l'Afrique pouvait financer, construire et exploiter des infrastructures industrielles de classe mondiale, saluant au passage les investissements déjà réalisés par le groupe au Congo dans le secteur du ciment, lesquels ont renforcé la capacité industrielle locale et amélioré l'accès aux matériaux de construction.

De son côté, le président de Dangote Industries Limited, Aliko Dangote, a réaffirmé l'engagement de son groupe en faveur de l'industrialisation de l'ensemble du continent africain, assurant vouloir

→
La délégation congolaise pose pour une photo de famille aux côtés d'Aliko Dangote.



travailler avec chaque pays selon ses besoins spécifiques plutôt que de se limiter au seul marché nigérian. Il a également rappelé que la raffinerie, entrée en production début 2024, établissait une nouvelle référence en matière de qualité des carburants tout en réduisant la dépendance du continent vis-à-vis des produits raffinés importés hors d'Afrique.

Un complexe industriel devenu référence continentale

Avec une capacité de six cent cinquante mille barils par jour, la raffinerie de Lekki demeure la plus grande unité unique du continent africain et a déjà transformé le Nigeria d'importateur en exportateur net de produits raffinés. Le groupe Dangote vise désormais deux virgule un millions de barils par jour à l'échelle du continent, avec notamment un complexe de sept cent mille barils par jour prévu au Kenya, ainsi que quarante six milliards de dollars d'investissements programmés entre 2026 et 2028 dans le raffinage, le ciment et les engrais.

Corriger le paradoxe énergétique congolais

Ce rapprochement intervient alors que le Congo produit

environ deux cent quatre-vingt-sept mille barils de brut par jour au premier trimestre 2026, tout en continuant d'importer une part significative de son carburant.

Cette situation paradoxale s'explique par les limites de la Coraf, l'unique raffinerie du pays, installée à Pointe-Noire depuis 1976, qui fonctionne en deçà de ses capacités et ne couvre que soixante-dix pour cent des besoins nationaux. Il en résulte une facture importante en devises, un marché volatile ainsi que des pénuries récurrentes qui alimentent un marché noir des carburants. Le partenariat envisagé avec Dangote vise précisément à sécuriser l'approvisionnement du pays et à renforcer sa sécurité énergétique sur le long terme.

Étaient également présents lors de cette rencontre Fatima Aliko Dangote, directrice exécutive commerciale pétrole et gaz, Peggy Ndongo, conseillère du président de la République du Congo, ainsi que les conseillers du directeur général de la SNPC, Aymar Ebiou et Norbert Mabiala.

Les prochaines étapes de la négociation détermineront si cette coopération stratégique débouchera sur un accord commercial formel entre les deux entités.

↓
Vue d'ensemble des installations de la raffinerie Dangote Petroleum Refinery.





OSIANE 2026 CONSACRE LA MONTÉE EN PUISSANCE DE LA SOUVERAINETÉ NUMÉRIQUE EN AFRIQUE CENTRALE

Quatre jours de débats, de démonstrations et d'engagements ont fait de la dixième édition d'OSIANE un moment charnière pour l'écosystème numérique d'Afrique centrale. Réunis à Kintélé, experts, décideurs, entrepreneurs et institutions ont appelé à bâtir des solutions locales capables de réduire la dépendance extérieure, de mieux protéger les données et de créer davantage de valeur sur le continent. Au terme du salon, une conviction s'est imposée avec force, la souveraineté numérique ne peut plus rester un mot d'ordre, elle doit devenir une méthode de travail, une politique publique et un levier de croissance.

Le Centre international de conférences de Kintélé a accueilli, du 2 au 5 juin, la dixième édition du Salon international de la tech et de l'innovation d'Afrique centrale, OSIANE, dans une atmosphère à la fois festive et stratégique. Placée sous le thème « Créons des écosystèmes à forte valeur ajoutée », cette édition anniversaire a voulu marquer une étape dans la maturation du numérique congolais et sous régional. Pendant quatre jours, les échanges ont porté autant sur les infrastructures que sur les modèles économiques, les usages, la formation et la place des jeunes dans l'innovation.

À l'ouverture officielle, le Premier ministre Anatole Collinet Makosso a salué le chemin parcouru par l'événement, qu'il a présenté com-

me l'un des rendez-vous majeurs du numérique africain. Il a rappelé que dix années d'existence représentent dix années de travail, d'engagement et de persévérance, mais aussi dix années d'efforts pour faire émerger un espace de dialogue entre les acteurs publics, privés et académiques. Pour le chef du gouvernement, OSIANE a su s'imposer comme une plateforme qui stimule les partenariats, encourage les investissements et accompagne la transformation économique.

Le Premier ministre a également inscrit cette dynamique dans la vision portée par le président Denis Sassou N'Guesso, qui a fait du numérique l'un des six piliers de son projet de société « Accélération de la marche vers le développement ». Selon lui, les investissements consentis dans la

PAR : MARNA MANKENE | RUTH KOULOUNGOU
PHOTOS : ONG PRATIC

connectivité, la modernisation des services publics, le développement des compétences et l'appui à l'innovation témoignent d'une orientation claire vers l'économie du savoir. OSIANE apparaît ainsi comme un instrument d'accompagnement de cette ambition nationale.

La souveraineté numérique comme exigence stratégique

Au fil des panels, la notion de souveraineté numérique a occupé une place centrale dans les réflexions. Les experts ont insisté sur la nécessité de réduire la dépendance aux infrastructures étrangères et de mieux maîtriser les segments clés de la chaîne de valeur, notamment les données, le cloud, la cybersécurité et les plateformes. Cette orientation ne relève pas seulement d'un choix technologique, elle engage aussi la capacité des États africains à contrôler leurs actifs stratégiques et à orienter leur propre développement.

Les intervenants ont plaidé pour des politiques publiques plus ambitieuses, des investissements soutenus dans les data centers locaux et une réglementation adaptée aux mutations rapides du secteur. L'idée dominante était simple, un écosystème numérique souverain ne se décrète pas, il se construit dans la durée par l'interaction entre la puissance publique, le secteur privé, les universités et les opérateurs de services. Dans ce schéma, l'État doit fixer le cap, sécuriser le cadre et favoriser l'émergence d'une industrie locale compétitive.

La souveraineté numérique a aussi été présentée comme une condition de résilience. Dans un monde où les services essentiels passent de plus en plus par les canaux numériques, la maîtrise des infrastructures et des données devient une question

de sécurité, de continuité de service et de confiance. Pour les participants, l'enjeu dépasse la simple modernisation technique, car il touche à la capacité du continent à définir ses propres priorités et à protéger ses intérêts dans un environnement global hautement concurrentiel.

Des recommandations pour accélérer la transformation

La dixième édition d'OSIANE a débouché sur plusieurs orientations jugées prioritaires pour bâtir des écosystèmes numériques plus solides. La première concerne le renforcement de la cybersécurité, avec une meilleure mutualisation des centres de réponse aux incidents et un effort plus soutenu de formation des talents.

Les spécialistes estiment qu'aucune ambition numérique ne peut tenir sans compétences locales capables de prévenir, détecter et corriger les risques liés aux attaques et aux vulnérabilités.

Une autre recommandation forte a porté sur l'adaptation des curricula aux métiers du digital. Les acteurs du salon ont plaidé pour des formations plus proches des besoins du marché, avec davantage d'alternance, de bootcamps et de passerelles entre écoles, universités et entreprises. L'objectif est de réduire l'écart entre les profils formés et les compétences réellement attendues dans les startups, les administrations et les sociétés technologiques.

Le financement de l'innovation a également retenu l'attention. Plusieurs intervenants ont appelé à rapprocher les investisseurs, les banques et les startups grâce à des mécanismes de garantie et de co-investissement capables de réduire les risques et de fluidifier l'accès au capital. Dans le même esprit, l'interopérabilité régionale a

La prochaine étape a déjà été annoncée. La onzième édition d'OSIANE se tiendra en 2027 à Libreville, au Gabon.

Les ministres délégués chargés de la Jeunesse et du Tourisme posent aux côtés du lauréat du Challenge Startup Bassin du Congo, lors de la cérémonie de clôture de la 10^{ème} édition du Salon OSIANE.



été présentée comme un levier essentiel pour harmoniser les normes et les standards, afin de faciliter la circulation des services, des solutions et des compétences en Afrique centrale.

Les startups et les jeunes talents à l'honneur

Comme à chaque édition, OSIANE a accordé une place de choix à la créativité numérique. Dix startups ont été primées pour des solutions allant de la fintech à la santé connectée, en passant par l'agritech et l'edtech. Cette mise en lumière vise à encourager des projets capables de grandir au delà du stade expérimental et de s'ancrer durablement dans les marchés africains. Les lauréats ont illustré la diversité des réponses que la jeunesse apporte aux besoins concrets des populations.

Pour les organisateurs, valoriser les startups ne consiste pas seulement à distribuer des trophées. Il s'agit surtout de créer des passerelles vers l'investissement, le mentorat, la visibilité et les marchés. Le salon veut ainsi contribuer à transformer des idées prometteuses en entreprises viables, capables de recruter, d'innover et de produire de la valeur sur le continent. Cette logique s'inscrit dans une vision plus large où l'entrepreneuriat numérique devient un moteur de diversification économique.



Les rencontres entre porteurs de projets, institutions et partenaires ont également donné à voir un vivier de jeunes talents particulièrement actif. En célébrant cette énergie, OSIANE s'est affirmé comme un espace où la technologie n'est pas seulement observée, mais expérimentée, discutée et mise en réseau. À Kintélé, les démonstrations ont confirmé que l'Afrique centrale dispose de compétences créatives prêtes à être accompagnées, pour peu que les conditions de financement et d'encadrement suivent.

Le salon franchit une nouvelle étape

Au moment de dresser le bilan de cette décennie, le promoteur d'OSIANE, Luc Missidimbazi, a rappelé que l'aventure a commencé avec une conviction forte, celle de donner une voix à l'Afrique centrale dans l'économie mondiale. Selon lui, le salon a progressivement construit une plateforme capable de réunir gouvernements, entreprises, universitaires, startups, investisseurs et citoyens autour d'un même objectif, faire du numérique un levier de transformation économique et sociale. Cette ambition s'est consolidée au fil des ans.

Luc Missidimbazi a souligné que, depuis sa création, le salon a accueilli des milliers

de participants venus d'Afrique et d'ailleurs. Il a aussi permis à des centaines de startups de présenter leurs innovations, de trouver des partenaires, des clients et parfois des investisseurs au Congo, en Europe et aux États-Unis. À ses yeux, cette trajectoire prouve qu'un événement pensé localement peut devenir un instrument d'influence régionale lorsqu'il s'appuie sur une vision durable et sur une organisation régulière.

La prochaine étape a déjà été annoncée. La onzième édition d'OSIANE se tiendra en 2027 à Libreville, au Gabon. Ce choix a été présenté comme un symbole de décentralisation et d'ancrage sous régional, dans l'idée de faire circuler l'élan du salon au delà de Brazzaville et de Kintélé. Pour les organisateurs, cette mobilité doit renforcer le caractère panafricain de l'événement et confirmer son rôle d'accélérateur de politiques publiques et d'investissements. GIMAC mise sur l'interopérabilité et le zéro cash

Parmi les temps forts du salon, la présentation des services digitaux du Groupement Interbancaire Monétique de l'Afrique Centrale, GIMAC, a retenu l'attention. L'institution a réaffirmé son ambition de faire avancer l'inclusion financière et de développer le paiement numérique de bout en bout



Toujours à l'écoute de la jeunesse, Luc Missidimbazi, président de l'ONG PRATIC et promoteur du Salon OSIANE, ne manque aucune occasion d'échanger avec les jeunes

dans l'espace CEMAC. Son représentant, Landry Ghislain Evina Ndaleu, a détaillé l'écosystème lancé en 2020 autour de GIMAC Pay, conçu pour permettre des transferts en temps réel entre comptes mobiles et bancaires.

L'outil, a-t-il expliqué, facilite les transferts d'argent à l'intérieur du Congo et de la CEMAC, mais permet aussi de recevoir des fonds de l'étranger et de soutenir les familles restées au pays. Le dispositif repose sur un package de vingt trois services d'inclusion financière. En 2025, GIMAC a traité plus de vingt millions de transactions pour un montant d'environ 863 milliards de FCFA, ce qui représente une progression de 40 pour cent en volume par rapport à 2024 et de 20 à 22 pour cent en valeur.

Pour GIMAC, la prochaine étape consiste à renforcer le paiement marchand afin d'achever la transition vers un environnement numérique de bout en bout. Le QR Code CEMAC, validé par le comité ministériel en avril 2026, est présenté comme l'un des instruments majeurs de cette ambition. Déjà déployée à Libreville en décembre 2025, cette technologie doit être étendue aux six pays de la CEMAC pour permettre le règlement des biens et services directement depuis le mobile. Mobile Money Congo, partenaire de l'écosystème, a également mis en avant



Moment de partage au Village VISO, l'espace dédié aux start-up du Salon OSIANE.

ses résultats. Son représentant a souligné une croissance tirée par l'interopérabilité, avec plus de 230 000 transactions réalisées sur les six derniers mois et une hausse de 35 pour cent sur les chiffres liés à cette activité. L'entreprise compte 2 600 000 clients et observe une montée en puissance de l'usage de ses services pour les échanges au sein de la sous région. Plus de 6 milliards de FCFA ont ainsi transité vers d'autres pays de la CE-MAC sur la même période.

Malgré ces avancées, plusieurs défis restent à relever, au premier rang desquels la connectivité et le développement du système Push Pull, qui permettrait de transférer des fonds du mobile money vers le compte bancaire et inversement. Selon l'opérateur, seule une partie des banques est aujourd'hui connectée au réseau, ce qui limite l'expérience utilisateur. L'enjeu est donc d'élargir l'interopérabilité pour que le digital accompagne réellement les besoins quotidiens des clients et des entreprises.

Recycler les déchets électroniques devient un impératif

En marge du salon, la question des déchets électroniques a rappelé que l'innovation numérique ne peut pas être

dissociée de la responsabilité environnementale. Le directeur général de Batelec Consulting, Charles Poaty, a plaidé pour une valorisation urgente des équipements en fin de vie. Lors d'un atelier consacré à la transformation des déchets électroniques en opportunités durables, il a mis en garde contre les métaux lourds et les plastiques toxiques contenus dans les Déchets d'Équipements Électriques et Électroniques.

Pour Batelec Consulting, chaque déchet mal géré représente une ressource perdue. L'entreprise défend une approche qui combine création d'emplois, préservation de l'environnement et réduction des risques sanitaires. Son dirigeant a rappelé que la montée en puissance du numérique génère mécaniquement davantage de rebuts électroniques, ce qui impose des solutions adaptées à la réalité locale.

L'objectif est de sensibiliser entreprises et institutions aux bonnes méthodes de traitement de ces flux spécifiques.

Créée en 2016, la société déploie déjà des solutions de collecte, de démantèlement et de traitement des déchets électroniques en synergie avec des



Le Premier ministre
Anatole Collinet
Makosso lors de son
discours d'ouverture
du Salon OSIANE.



Première
Conférence
des agences de
cybersécurité
d'Afrique centrale,
organisée par
l'ANSSI lors de la
10ème édition du
Salon OSIANE.



organisations internationales et des partenaires techniques spécialisés. Charles Poaty estime néanmoins qu'un cadre réglementaire clair reste indispensable pour faire émerger une filière industrielle viable. Selon lui, des normes adaptées encourageraient les partenariats public privé et permettraient de structurer durablement ce marché porteur.

L'atelier a montré que l'économie circulaire ouvre des perspectives concrètes, de la collecte au recyclage, en passant par la revente de matières premières secondaires. À travers cette réflexion, OSIANE a rappelé que la souveraineté numérique ne se limite pas aux réseaux et aux plateformes. Elle suppose aussi une capacité à penser l'ensemble du cycle de vie des technologies, depuis leur déploiement jusqu'à leur recyclage, dans une logique de développement durable et de création de valeur locale.



Remise de
prix aux
partenaires du
Salon depuis
10 ans.





A blurred background image showing a person in a dark suit, likely Dr. Jean Delors Biyogue Bi Ntougou, in an office setting. A bright orange horizontal bar is at the top of the page.

DR JEAN DELORS BIYOGUE BI NTOUGOU, ENGAGÉ AU SERVICE DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE AU GABON

Il cumule les casquettes avec une aisance qui force le respect. Directeur général de l'Agence gabonaise de sécurité alimentaire, membre de la commission de rédaction de la nouvelle Constitution, politologue de haut vol et homme de terrain, le Dr Jean Delors Biyogue Bi Ntougou s'est imposé en quelques années comme l'une des figures les plus actives du Gabon en transition. Entre contrôles sanitaires au marché Mont-Bouet, réformes institutionnelles profondes et chantier constitutionnel historique, ce docteur en droit incarne une génération de cadres qui ont choisi d'écrire l'histoire plutôt que de la subir. Portrait d'un bâtisseur à l'œuvre.

PAR : MARNA MANKENE
PHOTOS : SERGES RAHIM

Il est arrivé en 2025 avec une cravate impeccablement nouée, un carnet de contrôle en main et un œil de lynx affûté par des années de pratique juridique et institutionnelle. Depuis, le Dr Jean Delors Biyogue Bi Ntougou, directeur général de l'Agence gabonaise de sécurité alimentaire, s'est lancé dans ce que beaucoup considéraient comme une mission quasi impossible, celle de mettre de l'ordre dans le chaos alimentaire d'un pays où la vigilance sanitaire avait trop longtemps été reléguée au second plan.

Le directeur général de l'AGASA et ses équipes restent proches des populations afin de mieux répondre aux enjeux de sécurité sanitaire des aliments.



Les équipes de l'AGASA ont investi Akanda, PK8, Nkembo et les principales artères commerciales du pays avec une rigueur qui a rapidement fait date. Les scellés ont commencé à pleuvoir. Les restaurants ont fermé. Les dépôts alimentaires ont été passés au peigne fin avec une méticulosité telle qu'un contrôle fiscal en paraîtrait presque anodin. Un fabricant de galettes récidiviste a découvert à ses dépens que sous l'œil du directeur général, même les recettes les plus ancrées dans la tradition culinaire ne sauraient constituer un prétexte à l'insalubrité.

Mais la force de cette croisade sanitaire ne réside pas uniquement dans sa dimension répressive. Ce qui la distingue fondamentalement des initiatives précédentes, c'est l'effet psychologique qu'elle produit sur l'ensemble de la chaîne alimentaire gabonaise. Progressivement, la population intègre une vérité pourtant élémentaire, à savoir que manger sainement n'est pas un luxe réservé à une élite, mais un droit fondamental que les instances de l'État ont le devoir de protéger. Les responsables de magasins, de supermarchés et d'établissements de restauration rapide ont désormais des sueurs froides à l'idée d'un contrôle surprise. Et c'est précisément l'effet recherché.

Mont-Bouet, quand l'autorité descend dans l'arène

La descente sur le marché Mont-Bouet restera comme un moment symbolique fort de ce mandat. Ce marché, le plus grand du Gabon, est un monde à lui seul, bruyant, dense, fourmillant d'une activité commerciale qui pulse au rythme de la vie libreville. C'est là, dans les entrailles de cette place marchande incontournable, que le Dr Biyogue Bi Ntougou a choisi d'effectuer sa première sortie terrain officielle à la tête de l'AGASA, conduisant une importante délégation d'inspecteurs et de contrôleurs au cœur du site.

Cette descente inopinée n'avait rien d'une opération de communication. Elle répondait à une logique d'action prioritaire clairement articulée, visant à vérifier la conformité des produits alimentaires mis en vente, notamment en termes d'hygiène, d'étiquetage et de respect des normes de conservation, à sensibiliser les



commerçants sur les bonnes pratiques à adopter dans l'exercice de leur activité, et à garantir aux citoyens que les denrées qu'ils achètent répondent aux standards de sécurité requis.

Des échanges ont eu lieu sur place avec commerçants et consommateurs. Loin du face-à-face frontal entre l'autorité et ses administrés, ces moments ont pris la forme d'un dialogue constructif sur les enjeux de la sécurité alimentaire et sur le rôle de chaque maillon de la chaîne. Car c'est là toute la philosophie managériale du directeur général, qui consiste à informer, contrôler et sanctionner, mais surtout à responsabiliser. Sous son mandat, l'AGASA ne se contente pas de fermer des établissements, elle éduque, elle forme et transforme chaque intervention en leçon sanitaire durable.

Une gouvernance sous tension, entre chantiers ambitieux et zones d'ombre

Toute action d'envergure génère des résistances, et le mandat du Dr Biyogué Bi Ntougou ne fait pas exception. Si ses partisans saluent une gouvernance axée sur les résultats, des zones d'ombre méritent d'être examinées avec la même rigueur qu'il applique lui-même à ses missions d'inspection.

Sur le plan du personnel d'abord, le directeur général a engagé un renforcement des effectifs de l'agence pour pallier un déficit chronique en ressources humaines qualifiées. Cependant, des investigations révèlent que près de 60 agents recrutés ne correspondraient pas aux besoins réels de l'AGASA, et que 80 % environ des nouvelles recrues ne seraient pas pleinement en adéquation avec les corps de métiers de



Le directeur général de l'AGASA lors d'une rencontre avec les représentants du syndicat des boulangers.

Des agents formés aux bonnes pratiques d'hygiène ... illustrent les limites d'un recrutement qui devra s'affiner pour répondre aux exigences d'une mission d'inspection sanitaire aussi sensible.



l'agence. Des agents formés aux bonnes pratiques d'hygiène dans une salle de l'AGASA, et dont la montée en compétences reste à consolider, illustrent les limites d'un recrutement qui devra s'affiner pour répondre aux exigences d'une mission d'inspection sanitaire aussi sensible.

Sur le plan financier, la situation est également contrastée. Si l'agence a réussi, dans un premier temps, à apurer une dette sociale de 600 millions de francs CFA, cette dette serait aujourd'hui remontée à 900 millions sous la direction actuelle, ce qui constitue un point de vigilance budgétaire réel. En matière de budget, le Dr Biyogué Bi Ntougou a fait adopter en 2024, en qualité de président du conseil d'administration, une enveloppe de 4 milliards de francs CFA, portée à 4,6 milliards pour 2025 dans une perspective de réforme structurelle.

La question du parc automobile mérite également d'être posée. Alors que l'agence avait constitué une flotte de 17 véhicules comprenant 11 véhicules de terrain, 3 bus et 3 véhicules supplémentaires acquis sous la direction actuelle, le directeur général a pris la décision de procéder à la vente aux enchères de la quasi-totalité de ce parc, opération conduite

par un conseiller sous sa supervision. Une décision dont les implications logistiques pour les missions de terrain restent à évaluer dans la durée.

Ces zones de tension ne remettent pas en cause la trajectoire d'ensemble, mais elles rappellent qu'une réforme institutionnelle ambitieuse exige autant de rigueur dans sa propre gouvernance que dans les établissements qu'elle inspecte.

Des acquis institutionnels qui tracent la route

Au-delà des interrogations, le bilan infrastructurel et programmatique construit sur plusieurs années de travail mérite d'être reconnu dans sa globalité. L'AGASA, sous l'impulsion de sa direction, a considérablement étendu son maillage territorial en portant le nombre de délégations provinciales de 5 à 9, et en doublant les postes d'inspection frontaliers, passés de 7 à 14. Cette extension géographique répond à un enjeu stratégique majeur, puisque plus de 80 % des importations terrestres se composent de fruits et légumes, faisant du contrôle aux frontières la première ligne de défense de la sécurité alimentaire gabonaise.

Les agents déployés aux postes frontaliers ont été dotés de sondes électroniques pour la détection des résidus de pesticides dans les fruits et légumes, capables de fournir un résultat en une minute, ainsi que de mallettes portatives pour les légumes à feuilles permettant des analyses physico-chimiques disponibles en quinze minutes. Des outils technologiques modernes qui témoignent d'une ambition réelle de mise à niveau vers les standards internationaux.

D'autres réalisations significatives ont également marqué cette période, parmi lesquelles la construction et l'opérationnalisation d'un laboratoire d'analyses alimentaires aujourd'hui malheureusement non fonctionnel et dont la remise en service constitue une priorité opérationnelle, la construction du quai de transbordement d'Eboro, la mise en place d'un numéro vert gratuit comme outil de veille sanitaire accessible à tous les citoyens, et le lancement du projet de certification ISO 9001:2015 de l'AGASA assorti de l'accréditation du laboratoire à la norme ISO 17020:2012. Ce chantier, élaboré sous le management actuel, fait de la conformité aux procédures une priorité absolue, le directeur général martelant sans relâche à ses collaborateurs l'impératif du respect des procédures institutionnelles.

Du marché au prétoire, un juriste engagé dans la cité

Si le Dr Biyogue Bi Ntougou s'est fait remarquer sur le front sanitaire, son engagement dépasse largement le périmètre de l'AGASA. Juriste de formation, docteur en droit et praticien aguerri, il appartient à cette catégorie rare d'experts qui ne se contentent pas de commenter les textes mais qui les écrivent. Membre de la commission



de rédaction de la nouvelle Constitution gabonaise, il a contribué directement à l'un des chantiers les plus déterminants de l'histoire récente du pays.

Dans le cadre de ce travail constitutionnel, il a participé à l'élaboration d'une première mouture ayant généré 801 amendements et avis motivés soumis à la constituante, avant l'adoption du texte final par le Comité de transition pour la restauration des institutions, le gouvernement de transition et le bureau de la constituante. Un processus d'une technicité extrême, mené avec la même rigueur méthodique qui caractérise son action à la tête de l'AGASA.

Sa lecture de ce texte fondamental est à la fois analytique et engagée. Lors d'une conférence de presse, l'ancien candidat à l'élection présidentielle d'août 2023 a exposé les raisons de son



Plongé dans de multiples dossiers, avec pour ambition de mieux servir son pays.

soutien au projet constitutionnel soumis à la sanction populaire, articulant son analyse autour de trois axes que sont les avancées significatives, les opportunités offertes et les défis à relever.

Parmi les avancées, il cite notamment le renforcement de la représentation politique, le règlement de la question du financement des partis, le renforcement des contre-pouvoirs institutionnels, la garantie d'autonomie du pouvoir législatif et l'indépendance du pouvoir judiciaire à l'égard de l'exécutif. Des réformes structurelles qui, selon lui, dessinent une architecture institutionnelle plus équilibrée et plus résistante aux dérives que le Gabon a connues.

Sur le plan des opportunités, il souligne que cette constitution est favorable à l'État de droit, met fin à l'accaparement de l'espace politique par les seuls acteurs partisans, ouvre les portes à la

justice politique et instaure pleinement le principe de séparation des pouvoirs. L'article 111 garantissant l'indépendance des juges retient particulièrement son attention de juriste, car il y voit l'une des clés de voûte d'un système judiciaire enfin à l'abri des pressions du pouvoir exécutif.

Quant aux défis, il est sans illusion. La meilleure constitution du monde ne vaut que par ceux qui l'appliquent. Il en appelle à l'appropriation du texte par l'ensemble des citoyens gabonais, et au sens des responsabilités des futurs animateurs des trois pouvoirs. « Écrire la Constitution, c'est écrire le contrat entre l'État et les citoyens pour les cinquante prochaines années », répète-t-il. Une formule qui dit tout de la conscience historique avec laquelle il aborde cette mission.

Le droit qui descend dans la rue

Loin des seuls cercles académiques et institutionnels, le Dr Biyogue Bi Ntougou a fait le choix de ramener le droit là où il produit ses effets les plus concrets, dans la vie quotidienne des populations. L'appui juridique aux collectivités locales, la sensibilisation des jeunes au civisme et à la citoyenneté, le soutien aux initiatives communautaires dans l'Estuaire, la réhabilitation d'écoles, les forages et les dons de matériel constituent autant d'interventions de proximité qui traduisent une vision cohérente du rôle du juriste dans la société.

Pour lui, une loi n'a de valeur que si elle améliore concrètement l'existence des gens. Et un juriste n'accomplit pleinement sa mission que s'il accepte de descendre du piédestal théorique pour aller mesurer, sur le terrain, l'écart entre la norme écrite et la réalité vécue. C'est dans cet écart que se loge le véritable travail de refondation institutionnelle.

Cette posture nourrit également son rapport à la transmission. À travers des conférences et des échanges avec les étudiants en droit, il insiste sur un impératif qu'il considère comme vital, celui d'un engagement patriotique du juriste au service de la nation, car

un pays sans juristes patriotes est un pays sans boussole. Bâtir le Gabon nouveau, c'est aussi former ceux qui demain interpréteront, appliqueront et défendront la Constitution qu'il contribue à rédiger aujourd'hui. Le chantier est donc doublement temporel, inscrit à la fois dans le présent de l'action et dans le futur de la transmission.

Un homme, deux fronts, une seule vision

Ce qui frappe, au bout du compte, dans le parcours du Dr Jean Delors Biyogue Bi Ntougou, c'est la cohérence profonde entre ses différents engagements. Qu'il inspecte un état de manioc douteux au marché Mont-Bouet ou qu'il débâte d'un article constitutionnel dans les travaux de la constituante, c'est toujours la même exigence qui guide son action, celle de standards élevés, de procédures respectées et d'institutions au service réel des citoyens.

L'AGASA, sous son impulsion, avance vers la certification ISO 9001:2015, gage d'une gouvernance axée sur les résultats et sur la conformité aux meilleures pratiques internationales. La Constitution

gabonaise, à laquelle il a contribué, pose les jalons d'un État de droit plus robuste et plus équitable. Et sur le terrain, ses actions de proximité rappellent que la refondation d'un pays ne se décrète pas depuis les sommets, elle se construit brique par brique dans le quotidien des hommes et des femmes qui choisissent de s'engager.

Il y a ceux qui attendent que le Gabon change. Et il y a ceux qui prennent la plume, le carnet de contrôle ou le texte constitutionnel pour le changer eux-mêmes. Le Dr Jean Delors Biyogue Bi Ntougou appartient résolument à la seconde catégorie. Et c'est précisément pour cette raison que son nom mérite d'être retenu dans l'histoire en cours d'écriture du Gabon nouveau.

Homme de terrain, le Dr Biyogue Bi Ntougou multiplie les descentes sur le terrain afin de sensibiliser les populations gabonaises aux missions et aux objectifs de l'AGASA.



**...NOUS AVONS
RENFORCÉ
LE CONTRÔLE
DES SOURCES
D'APPROVISIONNEMENT
EN VÉRIFIANT
LA NOTORIÉTÉ
DES FOURNISSEURS
ET LA QUALITÉ
DES PRODUITS...**



L'ASSIETTE, ENJEU DE SOUVERAINETÉ NATIONALE

Pour Jean Delors Biyogue Bi Ntougou, directeur général de l'Agence Gabonaise de Sécurité Alimentaire, la sécurité des denrées n'est pas une question secondaire mais un impératif stratégique comparable à la défense nationale. Appuyée sur une surveillance géopolitique des risques, une organisation décentralisée d'inspection et une ambition dite des « 3 Zéro », sa politique mise sur l'anticipation, la pédagogie et la montée en capacité technique pour empêcher qu'un aliment impropre n'atteigne la population.

PROPOS RECUEILLIS PAR SASHA KITADI
PHOTOS : SERGES RAHIM



Fiabiliser les sources d'approvisionnement au Gabon : telle est l'une des priorités du directeur général de l'Agence gabonaise de sécurité alimentaire (AGASA).

Voxmag (VM) : Monsieur le Directeur Général, votre approche de la sécurité alimentaire est explicitement calquée sur les concepts de la défense nationale. En quoi votre parcours en sciences politiques et en relations internationales a-t-il forgé cette conviction que l'assiette est un territoire à défendre ?

Jean Delors BIYOGUE BI NTOUGOU (JDBN) : La science politique et les Relations internationales que j'ai étudiées ne sont pas à mettre en lien avec cette conviction qui est une évidence pour tous. En revanche, ces deux disciplines, dans leur déclinaison géopolitique et géostratégique ont beaucoup influencé la structure de notre système de surveillance des risques sanitaires des aliments. Comme les militaires, nous avons bâti un système axé sur l'anticipation des risques, la dissuasion et une offensive accrue lorsque survient la menace. C'est le sens de l'intensification de nos inspections et contrôles alimentaires dans les établissements et sites de production, transformation, stockage, conservation, distribution et de consommation des produits et denrées alimentaires.

VM : La stratégie des « 3 Zéro » (zéro produit impropre, zéro circulation, zéro consommation) est ambitieuse. Face à la porosité de certains circuits d'importation et à l'immensité du secteur informel, quels sont les leviers opérationnels qui vous permettent de croire que cet objectif est techniquement réaliste ?

JDBN : Notre ambition des « 3 Zéro » zéro produit impropre, zéro circulation, zéro consommation est réaliste même si le risque zéro n'existe pas. Pour le « Zéro pénétration » nous avons renforcé le contrôle des sources d'approvisionnement en vérifiant la notoriété des fournisseurs et la qualité des produits, intensifié les contrôles aux frontières et mis en place des brigades mobiles pour suivre conteneurs et camions et opérer un second filtrage avant la mise sur le marché. Pour le «

Zéro circulation » nous avons décentralisé l'AGASA et affecté une brigade d'inspection à chaque arrondissement des capitales provinciales, multiplié les inspections et contrôles inopinés sur les sites de production, de stockage, de transport et de commercialisation ; en 2025 l'AGASA a retiré et détruit plus de 112 977 tonnes d'aliments impropres. Pour le « Zéro consommation » les actions ciblent les ménages avec une campagne de sensibilisation visant 22 000 familles aux bonnes pratiques d'hygiène et de cuisson et les restaurateurs avec 3 452 établissements mis aux normes en 2025. Nous avançons bien tout en restant conscients du travail restant.

VM : L'AGASA mène des inspections inopinées parfois perçues comme coercitives par les acteurs économiques locaux. Comment parvenez-vous à équilibrer l'impératif de répression sanitaire et la nécessité d'accompagner pédagogiquement les commerçants vers la mise aux normes ?

JDBN : Dire que nous menons des inspections coercitives est une interprétation pas tout à fait exacte de notre action. Nous sommes beaucoup plus dans une logique pédagogique et sensibilisatrice que répressive. Lorsque nos équipes visitent les établissements dans le cadre d'une inspection, elles s'assurent d'abord que ces établissements disposent d'un agrément sanitaire. S'ils n'en disposent pas, nous les inscrivons dans notre programme de mise aux normes qui est couronnée par la délivrance du dit agrément. Une fois qu'ils l'ont, ils sont invités à maintenir tout le temps le niveau d'exigence qualité qui justifie la délivrance de cet agrément. Ce n'est que lorsque nous constatons que ce niveau n'est plus respecté que nous sanctionnons.

VM : Vous insistez régulièrement sur la distinction entre la sécurité sanitaire et la lutte contre la vie chère. Ne

craignez-vous pas que le durcissement des normes sanitaires de l'AGASA ne raréfie certains produits et n'entraîne, indirectement, une hausse des prix pour le consommateur final ?

JDBN : Puisque la santé n'a pas de prix, elle ne se négocie donc pas. Le Président de la République, Son Excellence Brice Clotaire Oligui Nguema m'a confié la mission consistant à tout mettre en œuvre pour que ce que mangent les populations vivant au Gabon ne les tue pas. C'est ce que je fais avec les moyens qu'il a mis à la disposition de l'Agence Gabonaise de Sécurité Alimentaire.

VM : Avant de prendre la direction générale de l'AGASA, vous en étiez le Président du Conseil d'Administration, et vous avez également l'expérience des instances onusiennes. Quel a été le choc de gestion le plus complexe lors de votre passage de la réflexion stratégique globale à l'action purement opérationnelle sur le terrain gabonais ?

JDBN : Avant l'ONU j'étais déjà opérationnel, je coordonnais et gérais des programmes, des processus et des solutions. En tant que Président du Conseil d'administration de l'AGASA j'ai élevé la réflexion stratégique en passant de l'exécution à la définition des grandes orientations et à l'évaluation de l'action opérationnelle. Le Président de la République m'a ensuite nommé directeur général pour restructurer l'Agence et la déployer autour de la santé préventive afin de réduire la prévalence des maladies évitables par de bonnes pratiques d'hygiène alimentaire et d'alimentation. Je n'ai pas rencontré de choc de gestion majeur, mais les défis du secteur alimentaire au Gabon sont importants. Le Président m'a donné deux ans et, en un an et six mois, un chemin significatif a été parcouru grâce aux agents de l'AGASA qui ont rapidement adopté et mis en œuvre la vision. Le travail continue.

VM : Vous êtes également enseignant-chercheur à l'Université Omar Bongo. Comment parvenez-vous à maintenir une distance critique académique tout en gérant les urgences quotidiennes et hautement politiques d'une direction générale ?

JDBN : Mes activités de chercheur à l'Institut de Recherche en Sciences Humaines de l'Université Omar Bongo-CENAREST sont plus ou moins en berne depuis 2023, mais je continue d'animer mes cours dans les universités et grandes écoles du Gabon, pour ne pas perdre la main et pour ne pas m'éloigner de mon environnement originel. Pour répondre à votre question, inspirée d'ailleurs d'une observation intéressante, je crois que la science est dans l'ADN du scientifique, et maintenir la distance critique académique, tout en gérant les urgences quotidiennes et hautement politiques d'une Direction générale aussi sensible et exposante m'aide à garder les pieds sur terre et à éviter de nombreux pièges, d'abord ceux de la fonction, ensuite ceux que l'on vous tend. La science est comme la foi, elle rend humble et aide à garder les pieds sur terre.

VM : En tant qu'ancien candidat à l'élection présidentielle de 2023, votre profil est éminemment politique. Comment parvenez-vous à sanctuariser l'AGASA pour qu'elle reste une institution purement technique et administrative, à l'abri des fluctuations politiques ?

JDBN : En 2023, je me suis présenté à l'élection prés-

identielle pour faire entendre ma voix et pour montrer mon opposition au système en place, mais pas pour gagner l'élection ou pour devenir un politicien dans le sens courant du terme. Je suis un technocrate. Jusqu'aujourd'hui, j'ai occupé des fonctions qui m'ont amené à concevoir et à gouverner les processus. C'est pour cette raison que je suis à l'aise dans l'exercice de mes fonctions actuelles. Les missions de l'AGASA sont définies par des textes, mon rôle est de la rendre chaque jour plus performantes dans l'accomplissement desdites missions. Mon parcours, mes convictions et mon expérience d'universitaire m'y aident énormément.

VM : Le manque de capacités techniques et de laboratoires de pointe est souvent le talon d'Achille des agences sanitaires en Afrique. Quelles sont les limites techniques actuelles auxquelles se heurte le laboratoire national de l'AGASA, et comment compentez-vous les surmonter ?

JDBN : Le Laboratoire d'Analyse Alimentaire est doté d'équipements de très haute technologie, difficiles, d'après nos visiteurs, à trouver dans l'espace CEEAC. Notre défi actuel est de pouvoir opérationnaliser toutes les fonctionnalités et options de nos appareils pour leur utilisation maximale, mais cela nécessite des moyens et la formation des agents. Cependant, il est à un bon niveau de fonctionnalité, puisque 80% des analyses qui nous sont demandées et celles dont nous avons nous-même besoin se font sur place ici. Avant, nous les faisions dans des laboratoires partenaires à l'extérieur du pays.

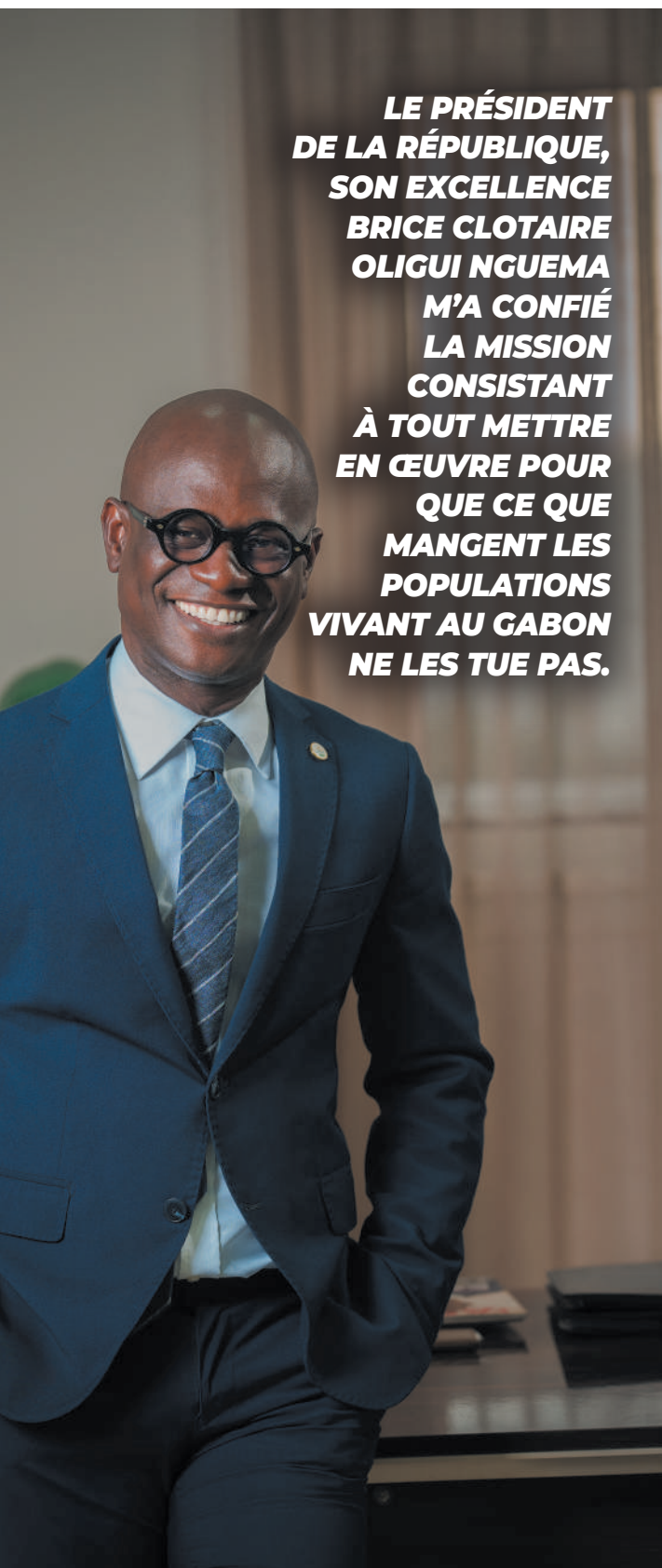
VM : L'assainissement des grands marchés comme Mont-Bouët ou Akébé demande des moyens humains constants. L'AGASA dispose-t-elle aujourd'hui du budget et des effectifs nécessaires pour pérenniser ses actions au-delà des opérations coups de poing ?

JDBN : Les marchés relèvent de la compétences des mairies. Nous ne pouvons pas y agir en première ligne. Nous donnons nos avis techniques aux maires sur les mesures de sécurité sanitaire des aliments et sur des mesures d'hygiène alimentaire à exiger aux commerçants et vendeurs des différents marchés. Notre activité dans lesdits marchés se limitent souvent aux dépotages et aux inspections des établissements alimentaires et agroalimentaires qui s'y trouvent. L'assainissement des marchés relève entièrement de la compétence des maires.

VM : La corruption et les arrangements informels lors des contrôles routiers ou douaniers sont des réalités systémiques sur le continent. Quels mécanismes internes avez-vous mis en place pour garantir l'intégrité de vos inspecteurs sur le terrain ?

JDBN : Aucun, sauf s'il faut considérer certaines mesures que nous préconisons comme la sensibilisation des agents à l'éthique, la déontologie et certaines valeurs comme l'honnêteté à titre de mécanismes. Pour lutter efficacement contre la corruption, il faut agir sur les consciences, tout en mettant en place des mesures de tolérance zéro, face à des agents indécents. Ce sont les





**LE PRÉSIDENT
DE LA RÉPUBLIQUE,
SON EXCELLENCE
BRICE CLOTAIRE
OLIGUI NGUEMA
M'A CONFIÉ
LA MISSION
CONSISTANT
À TOUT METTRE
EN ŒUVRE POUR
QUE CE QUE
MANGENT LES
POPULATIONS
VIVANT AU GABON
NE LES TUE PAS.**

grands aspects d'articulation de notre nouveau règlement intérieur. L'efficacité de ces mesures reste à relativiser, j'en suis conscient, mais il faut un départ à tout.

VM : Vos travaux au sein de cercles de réflexion internationaux, comme le GRIP, portent sur la paix et la sécurité. Comment vos pairs experts en géostratégie accueillent-ils votre transition vers les questions purement agricoles et sanitaires ?

JDBN : Comme je vous le disais, je reste avant tout un technocrate qui a une expérience en gouvernance d'entreprise et des processus, cela ne fait pas de moi un agronome, ni un vétérinaire, encore moins un spécialiste en sécurité sanitaire des aliments. Je ne suis pas dans une posture de reconversion scientifique, ce serait faire injure à la science. Je suis le Directeur général de l'Agence Gabonaise de Sécurité Alimentaire et non le Directeur de l'évaluation des risques sanitaires et nutritionnels des aliments par exemple, qui est une fonction spécialisée. Chez mes pairs, mon cas ne suscite aucune confusion, mais plutôt, jusqu'alors, du respect car, ma transversalité est respectée et reconnue dans notre milieu.



Fort de la confiance du chef de l'État, Jean Delors Biyogou Bi Ntougou relève avec détermination les défis sanitaires.

VM : Lors de vos interventions dans les sommets panafricains ou face à la FAO, vous portez la voix du Gabon. Quel regard les institutions des pays frères portent-elles sur la stratégie des « 3 Zéros », et sentez-vous un intérêt pour une coopération bilatérale sur ce modèle ?

JDBN : Il y'a beaucoup de dénominateurs communs entre ce que nous faisons dans le cadre de notre stratégie des trois Zéros et ce que font les autres pays. Les objectifs restent les mêmes, mais les mots et les approches diffèrent.

A ce niveau, nous n'avons pas grand-chose à apporter aux autres. En revanche, notre système axé sur la surveillance des maladies d'origine alimentaire, ainsi que l'articulation de notre système d'inspection et de contrôle alimentaire autour de la détection précoce des risques sanitaires des aliments suscitent beaucoup d'intérêt.

VM : Si une institution homologue, par exemple en Afrique de l'Ouest ou centrale, souhaitait s'inspirer de votre approche, quel serait, selon vous, le premier piège structurel qu'elle devrait éviter pour adapter cette stratégie à ses propres réalités locales ?

JDBN : Minimiser la place centrale d'une stratégie cohérente et des moyens.

VM : Docteur Biyogou, si vous deviez définir le principal défi qui attend l'AGASA dans les cinq prochaines années pour que la sécurité alimentaire devienne un acquis irréversible au Gabon, quel serait-il ?

JDBN : Réussir la transition technologique que nous allons amorcer au début du quatrième trimestre 2026 et la stabiliser.

LE PORT AUTONOME DE POINTE-NOIRE APPELÉ À COMBLER SES LACUNES POUR REJOINDRE LES STANDARDS INTERNATIONAUX

La secrétaire générale exécutive de l'Union patronale et interprofessionnelle du Congo, Nancy Chenard, a plaidé pour une mise aux normes internationales du Port autonome de Pointe-Noire, pointant des procédures de dédouanement encore trop longues et un manque criant d'interconnexion entre les différents acteurs portuaires. Le directeur des Transports maritimes à la Marine marchande, Omer Talani Ngoma, a de son côté insisté sur le rôle stratégique de cette infrastructure pour l'économie nationale et régionale, tout en reconnaissant des lacunes persistantes sur certains types de trafic. Pour Benhel Boumba Tamane, directeur général adjoint du Groupe l'Archer, le véritable frein pour les investisseurs ne réside pas tant dans la lenteur des délais que dans leur imprévisibilité chronique.

Nancy Chenard,
secrétaire générale
exécutive de
l'Union patronale et
interprofessionnelle
du Congo
UNICONGO.



PAR : MARNA MANKENE
PHOTOS : ADN

Intervenant sur la thématique consacrée aux standards du commerce international, Nancy Chenard s'est particulièrement focalisée sur les procédures de dédouanement des marchandises au Port autonome de Pointe-Noire. Si le Guichet unique de paiement se trouve aujourd'hui digitalisé, il ne couvre selon elle qu'une seule partie de la chaîne logistique, alors qu'une analyse complète du système suppose de considérer l'ensemble du parcours, depuis la demande d'importation jusqu'à la réception effective du conteneur. Cette durée globale varie actuellement entre quinze et dix-huit jours, des délais jugés trop longs et nuisibles à l'efficacité générale du port.

La responsable patronale déplore par ailleurs que de nombreux interlocuteurs présents sur le site portuaire ne soient pas encore digitalisés, une situation qui génère mécaniquement des retards ainsi que des

coûts supplémentaires. Elle a notamment rappelé que chaque lenteur qui pourrait être réduite grâce à la digitalisation entraîne des coûts additionnels, regrettant qu'à chaque démarche administrative, comme la signature d'une déclaration de douane, il faille encore réunir une dizaine de signatures différentes. Selon elle, chaque administration continue de travailler en solo, sans qu'existe une véritable interconnexion entre les services, une situation qu'elle attribue tantôt à la volonté de certains acteurs de préserver leurs prérogatives, tantôt à de vieilles habitudes institutionnelles, mais qui cause dans tous les cas d'importants préjudices économiques.

Nancy Chenard reconnaît toutefois certaines avancées significatives, citant notamment le dispositif du B/L Direct, une mesure qui facilite le traitement des conteneurs à destination finale de la République démocratique du Congo ou de Matadi. Cette initiative illustre selon elle



qu'une entente efficace entre les différentes parties prenantes permet effectivement de gagner du temps et de fluidifier l'ensemble du processus logistique.

Un port compétitif sur les conteneurs mais fragilisé sur les autres trafics

Le directeur des Transports maritimes à la Marine marchande, Omer Talani Ngoma, a pour sa part insisté sur le rôle stratégique que joue le port de Pointe-Noire au service de l'économie nationale et de celle de la sous-région tout entière. Il a souligné que les autorités portuaires anticipaient déjà les évolutions attendues des économies régionales, en particulier sur les aspects liés au trafic des conteneurs, tout en rappelant que l'économie congolaise reposait également sur d'autres secteurs porteurs comme les mines, les phosphates et la potasse.

Sur le segment des conteneurs justement, le responsable note de réelles avancées, le terminal étant devenu suffisamment performant pour atteindre des cadences allant jusqu'à cent mouvements par heure, ce qui correspond pleinement aux standards internationaux du secteur. La situation demeure en revanche beaucoup plus fragile pour les autres types de trafic, certains navires étant restés à quai ou au mouillage pendant trois semaines avant de trouver un poste à accostage disponible. Face à ce constat, un programme d'urgence a permis la réalisation de six cent soixante dix mètres linéaires de nouveaux quais, soit l'équivalent de trois à quatre postes à quai supplémentaires, une extension qui permet aujourd'hui de faire passer la capacité de

traitement du port d'environ deux millions de tonnes par an à six millions de tonnes.

Omer Talani Ngoma a néanmoins illustré les limites passées de cette capacité en évoquant le cas de l'entreprise Exaro, qui souhaitait exporter le minerai de fer de Mayoko via le port de Pointe-Noire mais s'était heurtée à l'absence de capacités suffisantes à l'époque. Il a insisté sur la nécessité d'anticiper systématiquement les besoins des chargeurs et des armateurs en matière d'infrastructures portuaires, regrettant que le Congo ait perdu cette opportunité faute d'avoir disposé à temps des capacités nécessaires.

L'imprévisibilité des délais, principal obstacle pour les investisseurs

Abordant la question sous l'angle financier, Benhel Boumba Tamane a apporté un éclairage différent, estimant que le véritable problème ne résidait pas uniquement dans la durée du transit portuaire. Pour cet investisseur et financier, ce qui pèse réellement sur la décision d'investir n'est pas de savoir si un conteneur mettra plus ou moins de temps à sortir du port, mais bien l'incapacité à prévoir avec exactitude ce délai. Selon lui, un investisseur a besoin d'in-



Benhel Boumba Tamane, directeur général adjoint du Groupe L'Archer

tégrer des données fiables dans son modèle économique, qu'il s'agisse de cinq jours, d'une semaine ou de trois mois, l'incertitude demeurant en définitive le plus grand frein à l'investissement.

Il a ainsi résumé que le problème actuel ne tenait pas tant à la lenteur des délais qu'à leur caractère imprévisible, rappelant que l'incertitude constituait précisément ce que redoutent le plus les acteurs du monde financier. Dans l'écosystème portuaire congolais actuel, il demeure par conséquent particulièrement difficile pour un armateur ou un investisseur d'anticiper avec précision le délai de traitement au niveau du Port autonome de Pointe-Noire, une réalité qui continue de freiner l'attractivité de cette infrastructure pourtant stratégique pour l'ensemble de la sous-région.



LE PORT AUTONOME DE POINTE-NOIRE MISE SUR SES CORRIDORS POUR DEVENIR UN HUB LOGISTIQUE RÉGIONAL

Le Conseil Congolais des Chargeurs a rappelé lors du Forum Vox Eco que la performance du Port autonome de Pointe-Noire ne peut se concevoir sans celle de ses corridors de transit. Le directeur général de l'institution, Dominique Candide Fabrice Koumou Boulas, a détaillé la feuille de route destinée à faire de l'infrastructure un hub compétitif à l'échelle régionale. Le coordonnateur du Plan stratégique et du Plan d'urgence du port, Jean-Jacques Mombo, est quant à lui revenu sur l'histoire centenaire de cette infrastructure et sur son potentiel pour desservir l'ensemble de l'Afrique centrale. Les deux intervenants ont convergé vers une même conviction, celle d'un port appelé à dépasser son simple rôle de transbordement pour devenir une véritable plateforme logistique régionale.

PAR : MARNA MANKENE
PHOTOS : ADN



Développant la thématique consacrée à la feuille de route pour un hub compétitif, Dominique Candide Fabrice Koumou Boulas a expliqué la mission du Conseil Congolais des Chargeurs, membre du réseau de l'Union des Conseils des Chargeurs Africains et organe spécialisé de l'Organisation maritime de l'Afrique centrale et de l'Ouest. Selon lui, l'institution a pour vocation de contribuer à la compétitivité des plateformes portuaires et des corridors, de participer au relèvement de l'indice de performance logistique, d'assurer l'assistance aux chargeurs ainsi que l'encadrement du trafic multimodal, tout en prenant en charge la réalisation d'infrastructures logistiques d'appui et la formation aux métiers du transport.

Pour le directeur général du Conseil, un port compétitif suppose nécessairement des coûts optimisés, une conviction qui a notamment motivé la réalisation d'une étude consacrée aux coûts et délais de passage portuaires des marchandises ainsi qu'aux corridors de transit. Il a rappelé qu'un port ne pouvait être véritablement compétitif sans que son hinterland le soit également, la compétitivité portuaire s'inscrivant selon lui dans une logique de logistique globale où les corridors doivent eux aussi répondre à des standards élevés. Il a cité à ce titre les coûts de manutention, de traitement du fret et d'entreposage, rappelant qu'un port perdait immédiatement en attractivité dès lors que ces différents postes n'étaient pas optimisés.

Le chargeur, véritable pivot de l'activité portuaire

Le directeur général a également tenu à rappeler que sans fret, il n'existait tout simplement pas de port, le chargeur demeurant le véritable propriétaire de la marchandise autour duquel s'organise l'ensemble de la chaîne logistique. Il a défini le port comme un terrain aménagé selon les normes logistiques permettant l'organisation de plusieurs activités telles que l'accostage, le déchargement, l'empilage des conteneurs, l'entreposage et le traitement du fret. Interrogé sur les métiers qui se développent autour de cette activité, il a cité le remorquage, la manutention à bord et à terre grâce

à des portiques et des engins intelligents, ainsi que la gestion des terminaux à conteneurs et de l'entreposage, autant de filières dans lesquelles les jeunes congolais peuvent aujourd'hui se former pour contribuer à la compétitivité du port. L'autorité portuaire mise par ailleurs sur les partenariats publics-privés pour développer ses infrastructures, notamment à travers la conquête de nouveaux terre-pleins gagnés sur la mer et destinés à accueillir de futures activités industrielles portuaires. L'ambition affichée consiste à ce que le port ne se limite plus à son rôle traditionnel de transbordement mais devienne un véritable hub au service du Congo et de la sous-région, grâce notamment aux corridors logistiques existants, dont le Corridor 13 et le pont route-rail. Le trafic en transit demeure d'ailleurs celui qui apporte la plus grande valeur ajoutée à l'ensemble de l'économie nationale, la réhabilitation du chemin de fer Congo-Océan devant permettre à Pointe-Noire de devenir véritablement une plateforme logistique au service du Congo et des pays voisins.

Un port centenaire conçu pour desservir toute l'Afrique équatoriale

Le coordonnateur du Plan stratégique et du Plan d'urgence du Port autonome de Pointe-Noire, Jean-Jacques Mombo, est revenu sur l'histoire de ce port en eau profonde, conçu dans les années 1930 et mis en service en 1939 pour desservir à l'origine les principaux pays de l'Afrique équatoriale française. Selon lui, l'infrastructure a considérablement grandi depuis et peut aujourd'hui potentiellement servir l'ensemble des principaux pays d'Afrique centrale, soit un bassin de population de l'ordre de deux cent vingt millions d'habitants. À l'origine simple section du chemin de fer Congo-Océan, le port a longtemps dépendu jusqu'en 1969 de l'Agence transcongolaise des communications, qui regroupait

alors les principaux modes de transport de la chaîne logistique congolaise, à savoir le port lui-même, le chemin de fer, les voies navigables et les transports fluviaux. Le 16 février 2000, par l'ordonnance suivie du décret du 29 février de la même année, le Port autonome de Pointe-Noire est devenu un établissement public à caractère industriel et commercial, doté de la personnalité civile ainsi que d'une autonomie de gestion et financière propre.

Un pari sur la compétitivité porté par le gouvernement

Pour Jean-Jacques Mombo, la quatrième édition du Forum Vox Eco consacrée au pari de la compétitivité de Pointe-

Noire comme hub de référence arrive à point nommé, le Premier ministre ayant inscrit dans son programme d'action gouvernemental plusieurs points relatifs au secteur des transports et au Port autonome de Pointe-Noire en particulier. Il y voit une opportunité idéale de présenter les atouts de cette infrastructure stratégique.

Depuis le début des années 2010, le port s'est d'ailleurs positionné comme un véritable hub logistique grâce à un vaste programme d'investissement mené dans le cadre d'un partenariat public-privé avec Congo Terminal, partenaire de référence dont l'apport a largement contribué à la modernisation de l'infrastructure portuaire congolaise





UNE ALLIANCE PUBLIC PRIVÉ POUR BOOSTER LA COMPÉTITIVITÉ DU PORT AUTONOME DE POINTE-NOIRE

Réunis au quatrième Forum Vox Eco, le CFCO, Mercure Logistics Congo et Africa Global Logistics ont dressé un diagnostic lucide de la chaîne de transport qui relie Pointe Noire à l'hinterland. Tous convergent sur un constat simple, le Port autonome de Pointe Noire ne pourra gagner en compétitivité que si le rail, la route, le port et les opérateurs privés avancent enfin de concert. Entre l'urgence de sauver un chemin de fer vieillissant, la nécessité de fluidifier le corridor vers l'intérieur du continent et les investissements lourds engagés par les acteurs logistiques, le forum a esquissé les bases d'une nouvelle ambition pour le Congo.

PAR : MARNA MANKENE
PHOTOS : ADN

La quatrième édition du Forum Vox Eco a placé au centre des débats une idée devenue incontournable, celle d'une synergie réelle entre les acteurs publics et privés pour renforcer la compétitivité du Port de Pointe Noire. Les panelistes ont insisté sur le fait qu'aucune infrastructure portuaire ne peut, à elle seule, porter la performance d'une plateforme logistique. La compétitivité dépend au contraire de la cohérence de toute la chaîne, depuis le rail jusqu'aux opérateurs de transit, en passant par les services douaniers, les routes et la manutention.

Ce diagnostic a conduit les participants à regarder au delà du seul terminal maritime. Ils

ont rappelé que la fluidité des marchandises vers l'intérieur du pays et vers les pays voisins conditionne la véritable valeur du port. Sans interconnexion efficace entre les différentes composantes du système, les gains de capacité portuaire risquent de rester sous exploités. Le forum a donc servi de tribune pour appeler à une vision intégrée du transport, où chaque maillon joue son rôle dans un ensemble cohérent.

Dans cet écosystème, le chemin de fer Congo Océan, le CFCO, occupe une place stratégique. Il relie le littoral à l'intérieur du territoire et peut devenir l'un des principaux vecteurs de désengorgement du trafic routier. Les opérateurs privés, notamment Africa Global Logistics et Mercure Logistics Congo, ont eux

aussi été présentés comme des acteurs essentiels de cette chaîne logistique, capables d'apporter des solutions d'efficacité, d'investissement et d'innovation. Le forum a ainsi confirmé que l'avenir du port dépend d'un partenariat plus structuré entre tous les intervenants.

Le CFCO face à une urgence de relance

Le diagnostic dressé sur l'état du CFCO a été sans détour. Le chemin de fer, créé il y a près de 92 ans, souffre d'un vieillissement avancé de son matériel et de ses infrastructures. Sur les 34 locomotives dont il dispose, seules 9 sont aujourd'hui opérationnelles. Entre Mont Bélo et Brazzaville, certains rails datent encore de 1934, ce qui illustre l'ampleur du défi à relever. Pour les responsables de l'entreprise, la situation impose une réponse rapide et structurée.

Face à cette urgence, un plan de sortie de crise a été adopté en conseil d'administration puis décliné en trois axes stratégiques. Le premier concerne le service au client, avec un effort particulier sur la régularité, la ponctualité et le confort afin de reconquérir les voyageurs comme les chargeurs. Le second vise la sécurisation des outils de production, notamment par la maintenance préventive, le renouvellement du matériel roulant et la sécurisation de la voie ferrée. Le troisième porte sur l'optimisation des recettes pour réduire la dépendance aux subventions publiques et réinvestir dans l'entretien.

Le directeur général par intérim du CFCO, Jésus Providence Niazaire, a souligné que ce plan est désormais en cours de traduction concrète. Il a salué l'initiative du chef de l'État d'avoir placé le chemin de fer au cœur de son projet et insisté sur la nécessité de renforcer la relation entre le port et le rail. Selon lui, en renforçant ces deux moteurs de la chaîne de transport, c'est l'ensemble des secteurs économiques qui bénéficie d'un effet d'entraînement. Le rail n'est donc plus vu comme un simple service

de transport, mais comme un levier de transformation nationale.

Un pays à équations logistiques

Au cours des échanges, Jésus Providence Niazaire a défendu l'idée que le Congo n'est plus seulement un pays de transit. Il a parlé d'un pays à équations logistiques, où l'importateur dispose aujourd'hui de plusieurs options de transport, entre route, rail et aérien. Cette diversité peut devenir une force si elle est organisée intelligemment, mais elle devient un handicap lorsque chaque mode fonctionne en vase clos. D'où la nécessité, selon lui, d'une politique fondée sur la rationalisation, l'amélioration et le transport, résumée par l'expression politique RATEL.

Cette approche suppose une coordination plus étroite entre les infrastructures et les opérateurs. Le forum a rappelé que la performance portuaire ne dépend pas seulement des grues ou des quais, mais aussi de la vitesse de sortie des marchandises, du coût du passage, de la fiabilité des corridors et de la qualité des services annexes. Dans ce schéma, le CFCO peut redevenir un outil stratégique si son redressement s'accompagne d'une véritable mise en cohérence avec le port.

Le débat a également mis en lumière la dimension économique de cette relance. Un rail plus fiable permettrait de réduire certains coûts logistiques, de fluidifier les flux vers l'intérieur du pays et de renforcer l'attractivité de Pointe Noire comme hub régional. À terme, il s'agirait de transformer le port en plateforme de redistribution pour une partie de l'Afrique centrale. Cette ambition suppose toutefois des investissements durables et une gouvernance alignée sur des objectifs de long terme.

Mercure Logistics mise sur la fluidité du corridor

Mercure Logistics Congo, opérateur historique du corridor vers la Centrafrique, a présenté sa vision d'une logistique plus fluide et plus efficace. Héritière

de la SOCOTRAF, l'entreprise intervient à la fois par voie fluviale et terrestre, avec l'ambition de sécuriser les chaînes d'acheminement entre Pointe Noire et Bangui. Pour son président directeur général, Nasser Trad, la performance passe par une meilleure organisation des procédures et une coordination plus forte entre les parties prenantes.

L'entreprise met déjà en avant plusieurs avancées concrètes. La mise en place du BL Direct a permis d'alléger certaines démarches douanières, tandis que la révision d'arrêtés datant des années 90 a conduit à une réduction de 25 pour cent des coûts portuaires. Ces mesures ont amélioré la compétitivité du corridor et confirmé qu'une action administrative bien orientée peut produire des effets immédiats sur le terrain. En décembre, Mercure Logistics a également réalisé un acheminement record de 8 conteneurs entre Pointe Noire et Bangui par route en 6 jours.

Pour aller plus loin, Nasser Trad a plaidé pour trois piliers majeurs. Le premier consiste à digitaliser les procédures et à instaurer un budget unique régional afin d'éviter les doublons et les lenteurs. Le deuxième vise la modernisation du CFCO, présenté comme la colonne vertébrale du corridor. Le troisième repose sur une synergie renforcée entre acteurs publics et privés. Selon lui, une commission dotée d'un pouvoir transversal devrait être mise en place pour prendre les décisions nécessaires au développement du corridor.

AGL investit dans un hub de classe mondiale

Le chantier le plus visible se situe du côté de Congo Terminal, filiale d'Africa Global Logistics. En partenariat avec China Road and Bridge Corporation, le groupe investit 400 millions d'euros dans une nouvelle plateforme appelée à entrer en service début 2027. Le projet prévoit 750 mètres de quais dragués à 17 mètres de profondeur, 26 hectares de terre pleins, 16 portiques électriques et un chenal d'accès élargi à 300 mètres. L'objectif est d'accueillir



Christophe Pujalte, Directeur régional de Africa Global Logistics.

des porte conteneurs de très grande capacité. Cette extension doit faire passer la capacité du terminal de 1 à 2,3 millions de conteneurs par an. Elle intervient à un moment où le Congo affiche des ambitions fortes dans le secteur énergétique, avec l'objectif d'atteindre 500 000 barils de pétrole par jour et 3 millions de tonnes de GNL par an d'ici cinq ans. Selon la Chambre Africaine de l'Énergie, cette nouvelle plateforme devrait catalyser le commerce dans toute la région. Le projet promet aussi jusqu'à 900 emplois directs pour la main d'œuvre locale.

Africa Global Logistics met également en avant son engagement en matière de sécurité et d'environnement de travail. Sur un site énergétique à Pointe Noire, l'entreprise a obtenu un score de 100 pour cent à l'Indice de Performance Sécurité, une distinction qui récompense l'implication du management comme celle des opérateurs. Cette performance illustre la volonté du groupe de conjuguer rendement, discipline opérationnelle et culture de prévention sur des sites à forte exigence technique.

Une compétitivité à construire ensemble

Au terme du forum, le message apparu le plus nettement est celui d'une compétitivité qui ne se décrète pas. Elle se construit par des investissements continus, une coordination étroite et une vision partagée entre l'État et les opérateurs privés. Le Port de Pointe Noire dispose d'atouts majeurs, mais ces atouts ne prendront toute leur valeur que si le rail, le corridor et les services logistiques s'améliorent ensemble. La performance portuaire devient alors le reflet d'un système bien organisé.

La relance du CFCO, la modernisation du corridor 13 et l'extension de Congo Terminal dessinent les contours d'un nouveau paysage logistique pour le Congo. Si ces chantiers avancent de manière concertée, le pays pourra renforcer sa place dans les échanges sous régionaux et redevenir une plateforme de référence en Afrique centrale. Le forum a donc servi moins à constater qu'à fixer un cap, celui d'une logistique intégrée, compétitive et capable de soutenir durablement l'économie nationale.



Nasser Trad, Président directeur général de Mercure Logistics Congo.



Jésus Providence Niazaire, Directeur général par intérim du CFCO.



VÉRONIQUE MANKOU JUSTIFIE LA DÉLOCALISATION DU FORUM VOX ECO À POINTE-NOIRE POUR SA QUATRIÈME ÉDITION

Le Forum Vox Eco a posé ses valises à Pointe-Noire pour sa quatrième édition, un choix que son initiateur Véronique Mankou revendique pleinement. Pour lui, il aurait été inconcevable de parler d'économie congolaise en se limitant à la seule capitale politique, alors que Pointe-Noire demeure le véritable poumon économique du pays. Cette édition marque ainsi un tournant dans la philosophie même de l'événement, désormais appelé à alterner entre les deux grandes villes congolaises. Le prochain rendez-vous est déjà fixé à Brazzaville pour le mois de septembre.

PAR : MARNA MANKENE

Pour Véronique Mankou, un événement portant le nom d'Éco ne pouvait raisonnablement se concentrer uniquement sur Brazzaville, la capitale politique du pays, en excluant Pointe-Noire qu'il qualifie de véritable poumon économique du Congo. Cette conviction a directement motivé la délocalisation de cette quatrième édition, qu'il considère paradoxalement comme une véritable première puisqu'il s'agissait pour la toute première fois de poser les valises du forum dans la capitale économique du pays.

Les trois éditions précédentes s'étant toutes tenues à Brazzaville, l'initiateur de l'événement a estimé qu'un forum consacré à l'économie ne pouvait continuer à faire l'impasse sur Pointe-Noire, particulièrement sur des sujets aussi essentiels que la logistique ou le port autonome. Selon lui, la qualité des échanges et la pertinence

des interventions recueillies sur place justifient pleinement ce choix, la ville océane ne pouvant être discutée depuis la capitale politique. Il fallait ainsi selon lui parler de Pointe-Noire à Pointe-Noire même, aux côtés des Ponténégrins et des acteurs économiques locaux dont la contribution demeure déterminante pour le fonctionnement de la ville.

**LE FORUM
REVIENDRA
ENSUITE À
POINTE-NOIRE
DANS UN AN
POUR ABORDER
D'AUTRES
THÉMATIQUES**

...

Le Forum Vox Eco s'apprête désormais à alterner durablement entre Brazzaville et Pointe-Noire, une nouvelle édition étant déjà programmée au mois de septembre de cette année dans la capitale politique. Le forum reviendra ensuite à Pointe-Noire dans un an pour aborder d'autres thématiques économiques propres à la ville océane.



Cette alternance constitue selon Véronique Mankou l'essence même du Forum Vox Eco, un événement conçu pour refléter la diversité économique du territoire congolais plutôt que de se cantonner à un seul pôle urbain.



Le PDG de l'Archer, Gilles Tchamba, lors du Face to face de la 4^{ème} édition du Forum Vox Éco

DENIS SASSOU N'GUESSO ENGAGE UN NOUVEAU QUINQUENNAT PLACÉ SOUS LE SIGNE DE L'ACCÉLÉRATION DU DÉVELOPPEMENT

Le président Denis Sassou N'Guesso a prêté serment à Kintélé au cours d'une audience solennelle de la Cour constitutionnelle, ouvrant officiellement un nouveau quinquennat placé sous la bannière de son programme de société, « L'accélération de la marche vers le développement ». Devant des personnalités venues du Congo, d'Afrique et d'ailleurs, le chef de l'État a présenté une feuille de route qui fait de la jeunesse, des femmes, de la paix et de la transformation économique les axes majeurs de son mandat. Son investiture a également donné le ton d'une gouvernance annoncée comme rigoureuse, tournée vers la consolidation de l'État et la recherche de résultats concrets.

PAR : MARNA MANKENE

Le complexe sportif de la Concorde, à Kintélé, a servi de cadre à la cérémonie officielle d'investiture du président réélu Denis Sassou N'Guesso, dans une atmosphère marquée par le protocole républicain et la forte présence des délégations invitées. Conformément aux dispositions de l'article 77 de la Constitution du 25 octobre 2015, le chef de l'État a prêté serment devant la Nation et le peuple congolais, s'engageant à respecter et faire respecter la Constitution, les lois de la République, la paix, la justice, l'unité nationale et l'intégrité territoriale.

Le Président de la Cour constitutionnelle, Auguste Iloki, a pris acte de cette prestation de serment et adressé ses félicitations à l'institution au nom de la juridiction suprême.



Denis Sassou N'Guesso a placé son nouveau quinquennat (2026-2031) sous le signe du projet de société « Accélérons la marche vers le développement »





Il a salué la réélection du chef de l'État ainsi que son engagement constant en faveur de la paix, de la stabilité et de la cohésion nationale, considérées comme des fondements essentiels de l'action publique et du développement du pays. La scène a ainsi consacré l'installation officielle du président dans un nouveau quinquennat.

La cérémonie a rassemblé plusieurs chefs d'État africains, des délégations de pays partenaires, notamment la France, ainsi que des représentants d'organisations régionales et internationales. Au cours de cette audience solennelle, la Cour constitutionnelle a procédé à la lecture du procès-verbal constatant l'élection de Denis Sassou N'Guesso avec 88,40% des suffrages exprimés à l'issue du scrutin présidentiel. Le moment a donné à l'investiture une portée institutionnelle et diplomatique qui dépasse le seul cadre national.

La jeunesse au centre du projet

Dans son allocution d'investiture, le président de la République a placé la jeunesse au cœur de son nouveau mandat. Il l'a décrite comme la couche la plus nombreuse et la plus valide de la population, appelant à faire de son dynamisme le moteur d'un leadership transformationnel. Pour lui, l'avenir du Congo doit être pensé dès maintenant, avec des jeunes capables d'apprendre, de s'assumer et de participer activement à la marche du pays.

Denis Sassou N'Guesso a insisté sur la nécessité d'accélérer la prise de conscience des jeunes et de les préparer aux exigences



⤴
Denis Sassou-N'Guesso a prêté serment le 16 avril 2026 devant la Cour constitutionnelle pour un nouveau mandat.

de la compétitivité. Il a évoqué un contrat de génération fondé sur la complémentarité entre l'énergie de la jeunesse et l'expérience des aînés, estimant qu'aucune gestion durable de la cité ne peut s'imaginer sans savoir, expertise et mémoire historique. Dans son approche, la transmission intergénérationnelle apparaît comme une condition de stabilité autant qu'un levier de performance.

Le chef de l'État a également invité les jeunes à s'enraciner dans l'histoire nationale par l'amour de la patrie et la connaissance du passé. Cette orientation traduit la volonté de faire de la jeunesse non seulement une force démographique,

mais aussi une force civique et productive. Le discours a ainsi cherché à conjuguer exigence individuelle, responsabilité collective et ambition nationale, dans une lecture où la formation, la discipline et l'engagement citoyen deviennent des priorités politiques.

Un pacte renouvelé avec les femmes

Le président de la République a également accordé une place importante aux femmes, en annonçant sa volonté de donner une traduction concrète aux recommandations issues du mémorandum présenté lors de la Journée internationale des droits des femmes. Ce document,



intitulé « *Ensemble pour un pacte social entre les femmes du Congo et leur futur président* », avait été remis le 8 mars et contenait plusieurs attentes exprimées par les organisations féminines. Le chef de l'État a promis d'en faire un repère de son action.

Les orientations avancées reposent sur quatre piliers qui structurent ce pacte social, à savoir la justice sociale, l'égalité des chances, la responsabilité partagée et la redevabilité mutuelle. Dans cette perspective, les femmes sont considérées comme des actrices majeures de la transformation nationale et pas seulement comme des bénéficiaires de politiques publiques. L'enjeu consiste à inscrire leurs préoccupations dans des mécanismes concrets de décision, d'accompagnement et d'évaluation.

La prochaine équipe gouvernementale aura la charge de traduire ces engagements en programme quinquennal, avec une intégration attendue dans le Plan national de développement 2027-2031. Ce choix montre que le pouvoir entend relier les promesses politiques aux instruments de planification, afin d'éviter que les attentes formulées au moment de l'investiture ne restent au stade du symbole. Le message adressé aux femmes se veut donc à la fois politique, social et opérationnel.

La paix comme socle du mandat

Dans le registre républicain et politique, Denis Sassou N'Guesso a fait de la paix l'un des fondements majeurs de son nouveau mandat. Il a estimé que le peuple congolais a opté pour la continuité et rejeté le cycle des troubles sociopolitiques,

confirmant son attachement à la stabilité. Devant la Nation et la communauté internationale, il a réaffirmé sa détermination à faire de la paix un acquis irréversible pour le pays.

Le chef de l'État a également souligné sa disponibilité à accomplir des missions de paix et de conciliation en Afrique et ailleurs dans le monde. Par cette déclaration, il a voulu inscrire la diplomatie congolaise dans une tradition de médiation et de contribution à la sécurité régionale. Le Congo se présente ainsi comme un acteur qui entend peser dans les équilibres africains tout en consolidant son propre cadre interne de stabilité.

Dans le même esprit, le président a interprété le scrutin du 15 mars 2026 comme une victoire de la démocratie, du pluralisme politique et des processus électoraux. Il a salué les forces politiques qui ont privilégié l'intérêt supérieur de la nation malgré les divergences partisans. À ses yeux, le peuple congolais constitue le grand artisan de cette victoire, car il a franchi un cap important de sa vie politique dans le calme et la maturité.

Le bilan revendiqué des précédents mandats

Évoquant ses précédents programmes, « *Le Chemin d'avenir* » et « *La Marche vers le développement* », Denis Sassou N'Guesso a rappelé que le Congo s'est progressivement transformé sous son impulsion. Il a mis en avant la restauration de l'autorité publique dans le respect de l'État de droit, la consolidation de la paix, le renforcement de la cohésion nationale et la stabilité des institutions. Il a également cité l'assurance d'une sécurité

DENIS SASSOU N'GUESSO A RAPPELÉ QUE LE CONGO S'EST PROGRESSIVEMENT TRANSFORMÉ SOUS SON IMPULSION.

«L'ACCÉLÉRATION DE LA MARCHÉ VERS LE DÉVELOPPEMENT» FIXE LES CONTOURS DU PROGRAMME PRÉSIDENTIEL POUR LA PÉRIODE 2026-2031.

sur l'ensemble du territoire comme l'une des réalisations marquantes de son action.

Le chef de l'État a insisté sur le poids de la responsabilité née de la confiance renouvelée par le peuple. Il a affirmé qu'il ne trahirait jamais cette confiance et qu'il resterait le président de tous les Congolais, sans exception. Dans sa formulation, la fin du scrutin ouvre moins une logique de compétition qu'une exigence de rassemblement, autour d'un projet commun de construction nationale et de développement accéléré.

Le président a aussi rendu hommage à Guy-Brice Parfait Kolelas, disparu au lendemain du scrutin, en saluant sa mémoire dans cette circonstance solennelle. Ce geste a donné à la cérémonie une dimension humaine et symbolique supplémentaire, rappelant que la vie politique congolaise est aussi faite de mémoires, d'absences et de tensions apaisées. Il a inscrit la séquence dans une volonté de dépassement des clivages et de reconnaissance des parcours politiques.

Une feuille de route en dix axes

À l'entame du nouveau mandat, le document intitulé « *L'Accélération de la marche vers le développement* » fixe les contours du programme présidentiel pour la période 2026-2031. Deux grands volets structurent cette feuille de route, la lutte contre le chômage des jeunes et un plan d'action articulé autour de dix axes destinés à transformer l'économie et l'administration. L'ensemble repose sur l'idée que la modernisation du pays doit être simultanément sociale, institutionnelle et productive.

Le premier axe fait de l'emploi des jeunes une priorité immédiate. L'ambition affichée consiste à créer davantage d'emplois pour réduire progressivement le chômage de masse, en particulier chez les moins de 35 ans. La stratégie repose sur le renforcement du capital humain, une formation plus adaptée au marché du travail et le développement des compétences techniques et professionnelles. Le gouvernement entend aussi améliorer la qualité des universités et instituts afin de rendre la jeunesse plus employable et plus entreprenante.

Le programme mise également sur les secteurs jugés porteurs, notamment l'agriculture, l'industrie, les infrastructures, l'innovation technologique et la recherche scientifique. L'objectif est de diversifier les sources d'emplois et de stimuler une économie plus dynamique. En valorisant l'auto emploi et l'initiative privée, le pouvoir semble vouloir rompre avec une dépendance prolongée à la fonction publique et aux revenus du pétrole. Cette orientation

correspond à une volonté de changer le rapport entre jeunesse, travail et création de richesse.

La transformation économique et sociale

Au-delà de l'emploi, les dix axes du programme présidentiel cherchent à structurer une action publique plus large. Le premier volet concerne la mobilisation des ressources financières publiques, afin d'accroître la capacité de financement de l'État et de soutenir les politiques publiques sur la durée. Le deuxième axe met l'accent sur le capital humain, avec l'éducation, la formation professionnelle et la qualification des ressources humaines comme socle du développement national. Le message est clair, l'investissement dans les personnes précède la performance économique.

Le troisième axe porte sur la lutte contre les anti valeurs et la corruption, ainsi que sur la moralisation de l'administration publique. La discipline, l'éthique et la redevabilité y sont présentées comme des exigences de gouvernance.



Les populations de Brazzaville et de ses environs, venues nombreuses assister à la cérémonie d'investissement au complexe sportif de Kintélé.

Le quatrième axe vise la redynamisation de l'économie nationale, avec une relance de l'activité et un soutien à une croissance durable. Le cinquième met l'accent sur l'agriculture et l'industrie, afin de développer la production locale et d'accélérer l'industrialisation dans le but de réduire la dépendance aux importations.

Les autres priorités complètent cette architecture de réformes. Le sixième axe concerne la création massive d'emplois et l'insertion professionnelle des jeunes. Le septième porte sur les infrastructures, l'énergie, les services de base et l'aménagement du territoire, pour mieux connecter le pays. Le huitième est consacré à la recherche scientifique, à l'innovation technologique, au numérique et à la modernisation de l'appareil productif. Le neuvième vise les droits sociaux, l'amélioration des conditions de vie et l'extension de la protection sociale. Le dixième concerne enfin la protection de l'environnement et le développement durable.



Passage des troupes de la DGSP lors de la cérémonie d'investissement du Président de la République.

Paix, unité et crédibilité du quinquennat

Le programme rappelle que le développement ne peut s'accélérer sans la paix, la





sécurité, l'unité nationale, la stabilité et l'État de droit. Ces repères sont présentés comme des conditions préalables à toute transformation profonde du pays. Pour l'exécutif, ils doivent rassurer les investisseurs, garantir la continuité de l'action publique et mobiliser la population autour du projet national. La stabilité politique est ainsi posée comme un socle, non comme un simple acquis. Cette architecture programmatique traduit aussi une double pression sur le pouvoir. D'un côté, une population jeune réclame des opportunités tangibles, de l'emploi et des perspectives concrètes. De l'autre, une économie encore largement dépendante du pétrole doit trouver de nouveaux relais de croissance. La crédibilité du nouveau quinquennat dépendra donc de la capacité du gouvernement à transformer ces engagements en résultats visibles, notamment sur l'emploi des jeunes et la moralisation de l'administration.

La cérémonie d'investiture, les annonces politiques et la structuration du programme



ont dessiné les contours d'un mandat placé sous le signe de l'accélération. En insistant sur la jeunesse, les femmes, la paix et la transformation économique, Denis Sassou N'Guesso a voulu donner à son nouveau quinquennat une direction claire. Reste désormais à traduire cette ambition en réalisations concrètes, dans un contexte où les attentes sociales demeurent fortes et où l'exigence de résultats sera immédiate.



À la tribune officielle, le couple présidentiel, entouré d'invités de marque, prend part à la cérémonie.



Louise Mushikiwabo, Secrétaire générale de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) aux côtés du couple présidentiel.



Le couple présidentiel angolais, venu féliciter le président congolais à l'occasion de son investiture.



Le président Félix Tshisekedi et son épouse aux côtés du président Denis Sassou N'Guesso et de la Première dame du Congo.



COLLINET MAKOSSO DÉVOILE LES VINGT MISSIONS DU QUINQUENNAT POUR TRANSFORMER LE QUOTIDIEN DES CONGOLAIS

Le Premier ministre Anatole Collinet Makosso a présenté à l'Assemblée nationale le programme d'action de son gouvernement, structuré autour de vingt missions censées « bâtir, livrer et changer le quotidien des Congolais ». Devant les députés, il a mis en avant la mobilisation de nouvelles ressources, l'agriculture, l'industrie, les infrastructures fluviales, le numérique et l'appui aux jeunes entrepreneurs comme leviers d'un quinquennat tourné vers la relance. Le chef du gouvernement a également insisté sur la nécessité d'un nouveau cadre avec le FMI, afin de consolider les réformes et de soutenir la soutenabilité budgétaire.

PAR MARNA MANKENE



Anatole Collinet Makosso a d'abord placé la question des finances publiques au centre de son exposé, en estimant que l'exécution des vingt missions voulues par le président de la République suppose des moyens à la hauteur des ambitions affichées. Selon lui, les insuffisances observées dans l'accomplissement des missions de service public s'expliquent en grande partie par la modicité des ressources, dans un pays qui a traversé plusieurs crises successives au cours de la dernière décennie.

La première mission confiée au gouvernement consiste donc à mobiliser des recettes publiques additionnelles. Pour y parvenir, le Premier ministre a exposé quatre leviers jugés déterminants. Le premier repose sur une réforme de la fiscalité, destinée à simplifier le système, à digitaliser le recouvrement et à renforcer l'équité contributive, avec l'objectif de tendre à moyen terme vers 5 000 milliards de FCFA de recettes annuelles. Le deuxième concerne la mobilisation de financements innovants, notamment à travers les partenariats public privé, sécurisés par un cadre juridique stabilisé. Le troisième levier tient à la valorisation des ressources naturelles par leur transformation locale, afin de mieux capter la valeur ajoutée avant exportation. Le quatrième porte sur le refinancement de la dette intérieure et de marché, grâce au reprofilage des échéances courtes

en maturités plus longues, dans le but d'améliorer la soutenabilité budgétaire. Le chef du gouvernement a présenté cette approche comme une réponse pragmatique aux contraintes de trésorerie et aux impératifs de développement.

Un nouveau cadre avec le FMI

Pour accompagner cette stratégie financière, le gouvernement entend ouvrir un nouveau programme économique et financier avec le Fonds monétaire international. Anatole Collinet Makosso a présenté cette démarche comme un outil destiné à approfondir les réformes structurelles, à consolider la confiance des partenaires et à tenir les engagements sous régionaux inscrits dans le cadre du PREF CEMAC. L'option traduit la volonté de maintenir un dialogue étroit avec les bailleurs et les institutions financières internationales.

Le Premier ministre a assuré que les préoccupations du peuple sont partagées par le président de la République comme par son gouvernement. À ses yeux, les vingt missions fixées par le chef de l'État répondent directement aux attentes quotidiennes des citoyens, qui demandent des résultats tangibles dans les domaines essentiels de la vie nationale. Cette lecture vise à donner au programme gouvernemental une portée sociale immédiate et à le relier aux réalités vécues par les ménages. Dans cette logique, l'exécutif veut inscrire son action dans une trajectoire de crédibilité. Le recours au FMI est présenté non comme une contrainte, mais comme un instrument de discipline, de confiance et d'appui aux réformes. En mettant l'accent sur la mobilisation des ressources, le gouvernement cherche à donner les moyens d'une action publique plus ambitieuse, tout en évitant que les promesses du quinquennat ne se heurtent à une insuffisance chronique de financement.

L'agriculture devient un moteur

Le gouvernement entend faire de l'agriculture et de l'agro-industrie l'un des moteurs du quinquennat. Devant les députés, Anatole Collinet

Makosso a insisté sur la nécessité d'orienter davantage l'élan agricole vers la transformation locale, afin de produire plus, mieux et plus près des consommateurs. Pour lui, les progrès déjà observés dans la mécanisation, la distribution d'intrants, les équipements de transport et l'aménagement des zones agricoles protégées constituent une base à consolider. Le chef du gouvernement a souligné qu'il s'agit aussi d'une question de sécurité nationale. L'accroissement de la production alimentaire locale doit permettre de renforcer la sécurité alimentaire et sanitaire des populations tout en réduisant la dépendance aux importations. Dans cette perspective, l'agriculture n'est plus perçue uniquement comme un secteur de subsistance, mais comme un pilier stratégique de souveraineté économique et sociale.

La Grande Foire agricole est appelée à devenir un rendez vous annuel sur le site de Bambou Mingali. Une deuxième édition exceptionnelle est annoncée pour la première quinzaine d'août, avec l'ambition d'en faire une vitrine sous régionale. L'événement doit à la fois valoriser les productions locales, attirer les investisseurs et donner de la visibilité aux initiatives rurales et agroalimentaires.

Le Premier ministre a également rappelé que le cadre foncier congolais figure parmi les plus aboutis de la sous région. Selon lui, la législation en vigueur garantit à tout citoyen et investisseur la possibilité de mener des activités agropastorales dans un environnement sécurisé. Les réserves foncières de l'État sont présentées comme un instrument utile à la diversification économique et au déploiement de projets agricoles de plus grande envergure.

L'industrie passe à l'échelle

Au chapitre industriel, le gouvernement mise sur plusieurs projets structurants dans les secteurs minier et forestier. Les réserves de potasse et de phosphate ouvrent, selon le Premier ministre, des perspectives concrètes pour la création d'un pôle de fertilisants. Cette orientation s'inscrit dans une

POUR ACCOMPAGNER CETTE STRATÉGIE FINANCIÈRE, LE GOUVERNEMENT ENTEND OUVRIR UN NOUVEAU PROGRAMME ÉCONOMIQUE ET FINANCIER AVEC LE FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL.

logique de transformation locale des ressources et de montée en gamme de l'économie nationale. L'enjeu est d'aller au delà de l'extraction pour créer des chaînes de valeur plus longues. Anatole Collinet Makosso a qualifié de très révolutionnaires le nouveau Code minier et le nouveau Code forestier. Il a expliqué qu'ils visent à rééquilibrer le partage des richesses, à instaurer un régime de partage de production et à renforcer la participation des acteurs nationaux au capital des projets. Ils privilégient également la transformation locale des ressources naturelles, dans le but de limiter la sortie brute des matières premières et de maximiser les retombées internes.

Les Zones économiques spéciales occupent aussi une place importante dans cette stratégie. Le gouvernement promet de mener à bien les diligences nécessaires pour rendre ces espaces pleinement opérationnels, en particulier à Pointe Noire. Le lancement des premières exportations de contreplaqués issus de la ZES de Pointe Noire, le 9 juin dernier, marque selon lui le démarrage effectif de cette zone. La zone industrielle de Maloukou doit également entrer en service prochainement.

Le fleuve comme axe de désenclavement

Le programme gouvernemental accorde une attention particulière à l'économie fluviale, présentée comme un levier

de désenclavement et de circulation des biens. L'action publique visera l'amélioration de la navigabilité sur le fleuve Congo et ses affluents, ainsi que la modernisation des ports secondaires. L'ambition est de consolider le trafic sur plusieurs axes stratégiques, notamment Brazzaville Oyo Leket, Brazzaville Ouesso et Brazzaville Impfondo Bangui.

La gouvernance des entreprises publiques du secteur fait également partie des priorités. Le Port autonome de Brazzaville et ports secondaires, tout comme la Société de transports fluviaux, doivent être mieux encadrés afin d'améliorer l'efficacité du service. Le gouvernement prévoit en parallèle la suppression progressive de la parafiscalité et le renforcement de la lutte contre les trafics illicites sur le fleuve Congo, deux mesures jugées indispensables pour assainir l'environnement logistique. Cette relance du transport fluvial répond à un besoin concret de maillage territorial. Dans un pays vaste où certaines zones restent difficiles d'accès, le fleuve peut redevenir un axe économique majeur s'il est sécurisé, modernisé et mieux exploité. Le gouvernement mise sur cette infrastructure naturelle pour stimuler les échanges, réduire certains coûts de transport et relier plus efficacement les territoires intérieurs aux pôles urbains et commerciaux.

Une économie plus diversifiée

Le chef du gouvernement a insisté sur la nécessité de développer des moteurs de croissance complémentaires aux hydrocarbures. Selon lui, la diversification est déjà engagée et s'appuie sur

l'agriculture, l'agro industrie, l'énergie, les mines, le numérique, le tourisme, la culture, les transports et l'économie circulaire. Cette orientation traduit la volonté de réduire la dépendance historique du pays au pétrole, tout en donnant de l'air à d'autres secteurs porteurs.

Les agrégats macroéconomiques sont présentés comme le signe de cette évolution. La part du secteur non pétrolier serait passée d'environ 53% du PIB en 2022 à 60% en 2025. Le Premier ministre y voit un indicateur positif de rééquilibrage de l'économie. La croissance du PIB réel, qui a atteint 3,1% au deuxième trimestre 2025 selon l'Institut national de la statistique, est invoquée comme preuve que cette diversification commence à produire des effets mesurables.

Cette croissance a été portée par le secteur primaire à hauteur de 4,2%, le secondaire à 3,5% et le tertiaire à 2,6%. Anatole Collinet Makosso estime que ces performances reflètent une participation accrue des citoyens à la création de richesse et l'émergence d'une culture entrepreneuriale appelée à se renforcer. Pour lui, les retombées attendues sont doubles, avec un renforcement de la résilience économique et la génération de richesses supplémentaires au service du bien être des populations.

Les jeunes entrepreneurs au premier plan

Le gouvernement veut accompagner cette dynamique par une administration plus performante et plus facilitatrice. Le Premier ministre a insisté sur la nécessité d'un encadrement intelligent et inclusif de la jeunesse, afin de l'intégrer davantage à la création de richesse. L'amélioration du climat des affaires reste un axe important, avec des cadres réglementaires appelés à être actualisés pour renforcer l'attractivité du Congo auprès des investisseurs et des partenaires public privé.

Le dialogue avec le secteur privé doit passer par le Comité national de concertation, appelé à évoluer vers une structure plus souple. Le gouvernement affiche également sa volonté de soutenir les PME et PMI portées par les jeunes, en consolidant les mécanismes publics d'appui existants. Le Fonds d'impulsion, de garantie et d'accompagnement,

LE GOUVERNEMENT DEVRA AUSSI COMPOSER AVEC LES ATTENTES FORTES D'UNE POPULATION QUI RÉCLAME DES RÉSULTATS VISIBLES.

l'Agence congolaise pour l'emploi et la création des entreprises et le Fonds national d'appui à l'employabilité et à l'apprentissage figurent parmi les outils mobilisés.

Anatole Collinet Makosso a clairement indiqué que l'option stratégique du gouvernement consiste à faire des petites et moyennes entreprises, ainsi que des petites et moyennes industries, le socle de la redynamisation économique nationale. Cette orientation traduit un changement de perspective, dans lequel l'emploi des jeunes, l'initiative privée et l'accompagnement institutionnel deviennent des priorités complémentaires. L'objectif est de favoriser une insertion professionnelle plus large et de donner à la jeunesse une place plus active dans l'économie.

Un quinquennat sous pression

Au terme de sa présentation, le Premier ministre a voulu donner de son programme l'image d'un outil cohérent, structuré et orienté vers l'efficacité. Les vingt missions présidentielles, les réformes fiscales, l'appui à l'agriculture, la modernisation industrielle, la relance fluviale et le soutien aux jeunes entrepreneurs composent une feuille de route ambitieuse. Mais sa réussite dépendra surtout de la capacité de l'État à mobiliser les ressources nécessaires et à maintenir le cap des réformes dans un contexte économique exigeant.

Le gouvernement devra aussi composer avec les attentes fortes d'une population qui réclame des résultats visibles. L'amélioration de l'emploi, la sécurité alimentaire, la diversification productive et la qualité des services publics seront autant de critères de jugement du quinquennat. En présentant ce programme devant l'Assemblée nationale, Anatole Collinet Makosso a posé les bases d'une action gouvernementale qui se veut concrète, mais qui sera évaluée à l'aune de sa mise en œuvre.





Bâtiment | Travaux publics | Expertise construction
Mise à disposition du personnel | Équipement

**Chez Durand,
nous construisons
vos rêves.**

Ils nous font confiance



+242 06 673 74 14 / +242 06 668 10 18

LES NOUVEAUX VISAGES DU GOUVERNEMENT CONGOLAIS

PAR : MARNA MANKENE | SASHA KITADI | CERTES BEMI | MONICA NGOMA



**JEAN OLESSONGO
ONDAYE**



**CONSTANT-SERGE
BOUNDA**



**NOËL LÉONARD
ESSONGO**



**STEV SIMPLICE
ONANGA**



**URBAIN FIACRE
OPO**



MICHEL DJOMBO



**RODRIGUE CHARLES
MALANDA SAMBA**



FRÉDÉRIC NZE



**GUSTAVE RENÉ
ADICOLLE GOUM**



**PRINCE BERTRAND
BAHAMBOULA**



**PRINCE MICHRIST
KABA MBOKO**

Jean Olessongo Ondaye engage la bataille pour simplifier l'obtention du passeport congolais



Calme, discret mais déterminé, le général Jean Olessongo Ondaye a hérité à la tête du ministère de l'Intérieur, de la Décentralisation et du Développement local de l'un des dossiers les plus sensibles du moment, celui de rendre au citoyen son droit le plus simple, celui de voyager. Fort de quarante-cinq ans au service des armes et de l'État, il a fixé dès sa prise de fonction trois priorités claires, rétablir la tranquillité publique, fluidifier l'obtention des documents administratifs comme le passeport, et travailler en étroite collaboration avec les élus locaux. Pour lui, ce document ne doit plus jamais être perçu comme un luxe.

Né le 17 août 1956 en République du Congo, Jean Olessongo Ondaye entre dans les Forces armées congolaises en janvier 1981. Officier de carrière, il se distingue rapidement puisqu'en 1998, alors commandant, il devient aide de camp du président de la République, Denis Sassou-Nguesso. Le 26 octobre

2012, il est promu général de brigade et nommé à un poste stratégique, celui de commandant de la Zone militaire de défense numéro un à Pointe-Noire, un commandement qu'il occupera pendant près de quatorze ans jusqu'en avril 2026.

Le 24 avril 2026, il fait son entrée au gouvernement Makosso II, où il succède à Raymond Zéphirin Mboulou à la tête du ministère régalien de l'Intérieur et de la Décentralisation. Sa mission couvre désormais la sécurité publique, la gestion administrative ainsi que l'animation de la décentralisation sur l'ensemble du territoire national. Ce parcours qui l'a mené de l'aide de camp à la présidence, en passant par le commandement de Pointe-Noire, jusqu'au ministère de l'Intérieur, incarne selon plusieurs observateurs le passage de l'uniforme à la gestion civile, un militaire d'expérience désormais appelé à sécuriser le pays tout en rapprochant l'administration des Congolais. En 2018, il avait par ailleurs été fait chevalier de la Légion d'honneur française, en reconnaissance de sa coopération dans le domaine de la sécurité.

LE MINISTÈRE S'ATTACHE DÉSORMAIS À ASSAINIR L'ENSEMBLE DE LA CHAÎNE, À DIGITALISER LES PROCÉDURES ET À TRAQUER CEUX QUI SE FONT DE L'ARGENT SUR LE DOS DE L'ÉTAT ET DES CITOYENS.

Une connaissance du terrain héritée de l'administration territoriale

Ancien cadre de l'administration territoriale, Jean Olessongo Ondaye connaît le pays par le bas, ayant travaillé avec les préfets, les sous-préfets, les maires et les chefs de quartier tout au long de sa carrière. Cette connaissance approfondie du terrain fait aujourd'hui sa force, la conviction étant qu'il faut d'abord comprendre les réalités locales pour pouvoir réformer

efficacement. Nommé à la tête d'un ministère régalien, il se retrouve ainsi aux commandes de dossiers aussi vastes que la sécurité, les élections, l'état civil et la décentralisation, avec en toile de fond un chantier jugé urgent, celui de la délivrance des documents sécurisés.

Rendre le passeport disponible et crédible

Pendant des années, obtenir un passeport congolais relevait du parcours du combattant, entre rendez-vous qui n'aboutissaient pas, délais interminables et coûts qui explosaient, sans oublier la rumeur persistante de réseaux mafieux installés au cœur même du processus de délivrance. Pour le ministre, cette situation relève avant tout d'une question de souveraineté et de dignité nationale. Il considère le passeport comme la carte d'identité du Congolais à l'international, estimant qu'il n'est pas normal que ses compatriotes souffrent autant pour l'obtenir. Le ministère s'attache désormais à assainir l'ensemble de la chaîne, à digitaliser les procédures et à traquer ceux qui se font de l'argent sur le dos de l'État et des citoyens.

Sous son impulsion, le ministère a ainsi lancé une véritable traque contre les intermédiaires et les complicités internes qui gangrenaient le système, avec pour objectif la mise en place d'un guichet unique, des délais enfin maîtrisés et zéro franc au-dessus du tarif officiel exigé aux usagers.

La décentralisation comme réponse sécuritaire

En parallèle de ce chantier, Jean Olessongo Ondaye accélère également la décentralisation du pays, selon une idée simple qui consiste à rapprocher l'État des populations, avec moins de pouvoir concentré à Brazzaville et davantage d'autonomie confiée aux départements. Cette dynamique se traduit par une plus grande autonomie accordée aux maires ainsi qu'un contrôle renforcé exercé par les préfets sur leurs territoires respectifs. Cette réforme constitue également une réponse sécuritaire à part entière, une administration locale forte permettant selon le ministre de réduire les zones grises et de limiter les fraudes qui prospèrent dans les interstices administratifs du pays.

Constant-Serge Bounda prend la tête de la diplomatie congolaise après trois décennies de multilatéralisme



Fort de trente années de carrière internationale, Constant-Serge Bounda accède au ministère des Affaires étrangères, de la Francophonie et des Congolais de l'étranger avec un profil forgé dans les couloirs des grandes institutions multilatérales. Du système des Nations Unies aux ambassades africaines, en passant par plusieurs postes de responsabilité en Afrique de l'Est, dans la Corne de l'Afrique et dans l'océan Indien, il apporte à la diplomatie congolaise une expérience rare, faite de négociation, de coordination et de représentation. Son entrée au gouvernement marque le choix d'un diplomate rompu aux équilibres internationaux et aux exigences du dialogue multilatéral.

Né en 1966 en République du Congo, Constant-Serge Bounda a construit l'essentiel de sa carrière au sein du système des Nations Unies. Son itinéraire professionnel l'a conduit dans plusieurs grandes institutions internationales, où il a appris les mécanismes de la coopération, de la médiation et de l'action publique à l'échelle mondiale. Il a ainsi travaillé au sein de l'Organisation internationale du Travail, de l'Organisation mondiale de la Santé, de l'ONU à Genève, de l'Organisation météorologique mondiale, du Tribunal pénal international pour le Rwanda, du Programme des Nations Unies pour l'environnement et du Fonds des Nations Unies pour la population.

POUR LE CONGO, CETTE EXPÉRIENCE REPRÉSENTE UN ATOUT DE POIDS...

Cette immersion prolongée dans l'univers onusien lui a donné une maîtrise concrète des dossiers de développement, de santé publique, d'environnement, de gouvernance et de population. Elle a aussi forgé sa capacité à évoluer dans des environnements institutionnels complexes, où le sens du compromis et la précision du langage diplomatique sont essentiels. Pour le Congo, cette expérience représente un atout de poids dans une période où la politique étrangère doit concilier les intérêts nationaux, les relations africaines et les enjeux mondiaux.

Une responsabilité africaine à grande échelle

De 2010 à 2017, Constant-Serge Bounda a exercé comme représentant du PNUE en Éthiopie et auprès de l'Union africaine. Dans le même temps, il assurait la gestion du bureau de liaison du FNUAP auprès de l'Union africaine et de la Commission économique pour l'Afrique.

Entre 2017 et 2020, il a pris la tête du FNUAP à Madagascar, avec une couverture étendue à Maurice, aux

Comores et aux Seychelles. Cette mission dans l'océan Indien a confirmé sa capacité à gérer plusieurs pays à partir d'un même poste de coordination. Elle a aussi renforcé sa connaissance des réalités insulaires, des équilibres régionaux et des attentes des partenaires internationaux.

Le tournant de Maputo

En août 2021, sa trajectoire prend un tournant diplomatique national lorsqu'il est nommé ambassadeur de la République du Congo au Mozambique. Sa juridiction s'étend alors à Madagascar, à Maurice, au Malawi, aux Seychelles et aux Comores. Pendant cinq ans, il défend les couleurs du Congo dans l'océan Indien et en Afrique australe, consolidant une présence diplomatique fondée sur la proximité, l'écoute et la connaissance des équilibres régionaux.

Cette étape lui permet de passer du rôle de fonctionnaire international à celui de représentant direct de l'État congolais. Elle l'installe dans une posture où il doit conjuguer les intérêts bilatéraux, les solidarités africaines et la défense de l'image du pays.

Un choix de continuité et d'expertise

En avril 2026, Constant-Serge Bounda est nommé au gouvernement Makosso III à la tête du ministère des Affaires étrangères, de la Francophonie et des Congolais de l'étranger, en remplacement de Jean-Claude Gakosso. Ce choix met en avant son expertise du multilatéralisme, sa connaissance des institutions africaines et son réseau international.

Du Tribunal pénal international pour le Rwanda au PNUE, de Madagascar à Maputo, il arrive à la tête de la diplomatie congolaise avec un bagage construit sur trois décennies de négociations, de coordination et de représentation. Son parcours illustre une diplomatie d'expérience, désormais appelée à servir les priorités extérieures du Congo, la Francophonie et l'accompagnement des Congolais établis hors du pays.

Léonard Noël Essongo du commandement militaire à la rigueur administrative



Nommé en avril 2026 ministre du Contrôle d'État, de la Qualité du Service public et de la Lutte contre les antivaleurs, le général de division Léonard Noël Essongo arrive à ce portefeuille avec plus de cinquante ans de service au profit de la Nation. Ancien officier de terrain, diplomate, conseiller spécial et chef d'état-major particulier du président de la République, il incarne une trajectoire où se croisent discipline militaire, médiation politique et exigence de gouvernance. Son parcours, depuis Poto-Poto jusqu'aux hautes fonctions de l'État, éclaire la mission qui lui est confiée : assainir l'administration et promouvoir une culture de responsabilité.

Né le 11 août 1948 à Poto-Poto, Léonard Noël Essongo est le fils de Marcel Essongo et d'Alexandrine Imangui. Marié et père de quatre enfants, il a fait ses études aux écoles Saint Jean Baptiste de Pointe-Noire et Chaminade de Brazzaville, puis aux lycées Victor Augagneur et Chaminade,

obtenant un baccalauréat série C et une maîtrise en sciences militaires.

Son ancrage brazzavillois témoigne d'une formation dans les institutions nationales avant d'accéder aux responsabilités de l'armée et de la diplomatie. Cette trajectoire explique en partie la rigueur qui lui est attribuée et une progression constante au contact du terrain et du commandement.

Une ascension dans l'armée

Le 20 avril 1972, il s'engage dans les Forces armées congolaises. Formé à l'École militaire unifiée d'Odessa, à l'École d'application d'artillerie de Leningrad et à l'Académie Frounze de Moscou, il acquiert une expertise technique et stratégique.

Promu général de brigade le 1er janvier 1998, puis général de division le 12 août 2004, il devient un cadre militaire de référence. Il commande une batterie d'artillerie de 100 mm, dirige le groupement aéroporté et préside la Zone autonome de Brazzaville (COM ZAB) entre 1997 et 2002. De décembre 2002 à octobre 2012, il est chef d'état-major de l'armée de terre, période qui confirme sa capacité à gérer des structures de commandement complexes et les enjeux sécuritaires du pays.

Une ouverture vers la diplomatie

En mars 2013, il est nommé ambassadeur, représentant spécial du président, médiateur de la crise centrafricaine et président du comité de suivi de l'accord de Libreville au sein de la MICOPAX. Cette mission le place au cœur de négociations régionales pour la paix et la stabilité.

Parallèlement, il est conseiller spécial du président en charge de la défense et de la sécurité depuis janvier 2013 et, en novembre 2017, ministre, chef d'état-major particulier du président. Cette proximité avec le sommet de l'État confirme la confiance placée en lui pour traiter des dossiers sensibles au croisement du politique et du sécuritaire.

LE MINISTRE PRIVILÉGIE LA PÉDAGOGIE ET LA SENSIBILISATION AVANT LA SANCTION...

Une mission de contrôle et d'éthique

En avril 2026, il prend la tête du ministère du Contrôle d'État, de la Qualité du Service public et de la Lutte contre les antivaleurs. Le portefeuille couvre le contrôle des dépenses publiques, l'évaluation et l'optimisation des politiques publiques, la transparence et la qualité du service offert aux citoyens.

Le ministre privilégie la pédagogie et la sensibilisation avant la sanction, souhaitant accompagner les administrations et opérateurs privés pour leur faire comprendre les réformes. L'objectif est de faire du contrôle un outil d'amélioration et non seulement de répression. Toutefois, ceux qui refuseront de se conformer verront les lois appliquées sans faiblesse.

Un profil reconnu et multilingue

Léonard Noël Essongo est Chevalier de la Légion d'honneur française, Grand officier de l'ordre du mérite congolais et commandeur dans divers ordres internationaux. Ces distinctions constituent des marques de reconnaissance pour son engagement. Il parle couramment le français, le russe, l'anglais et l'espagnol, un atout pour ses missions militaires, diplomatiques et politiques.

De Poto-Poto aux plus hautes fonctions de l'État, en passant par les états-majors et la médiation internationale, il s'est construit comme un homme d'expérience. Son défi au ministère du Contrôle d'État consiste à transposer sa culture de discipline dans l'administration pour en faire un levier de bonne gouvernance et de service efficace aux populations.

Souveraineté et émergence des nationaux au cœur de la feuille de route de Stev Simplicie Onanga



Nommé au sein du gouvernement Makosso III, Stev Simplicie Onanga prend la tête du ministère des Hydrocarbures avec le profil d'un technocrate aguerri, façonné par plusieurs années d'expérience au sein de l'appareil pétrolier congolais. Ingénieur de formation, il s'est imposé par étapes successives dans un secteur stratégique où se croisent enjeux économiques, intérêts industriels et souveraineté nationale.

A peine installé, le ministre a donné le ton. Sa feuille de route repose sur la souveraineté et émergence des nationaux, deux concepts qui reviennent avec insistance dans ses premières déclarations. Pour Stev Simplicie Onanga, il ne s'agit plus seulement d'exploiter les ressources du sous-sol, mais de faire en sorte que cette richesse soit davantage maîtrisée, valorisée et redistribuée au bénéfice des Congolais. « C'est très important qu'on puisse s'y atteler pour que les Congolais prennent à bras le corps

l'exploitation de cette richesse », a-t-il affirmé lors de sa première prise de parole publique.

Cette orientation marque une volonté de rompre avec une logique où le pays se contente trop souvent d'être un simple territoire d'extraction. Le ministre semble vouloir inscrire son action dans une stratégie de reconquête progressive de la maîtrise pétrolière, à travers une implication plus forte des structures nationales, une meilleure articulation entre l'administration et les opérateurs, et une défense plus ferme des intérêts du Congo dans les négociations avec les partenaires internationaux.

L'UN DES DOSSIERS LES PLUS SENSIBLES QUI ATTENDENT STEV SIMPLICIE ONANGA CONCERNE LA SNPC.

Un technocrate devenu acteur politique
Le parcours de Stev Simplicie Onanga ne s'est pas construit dans l'arène électorale ni dans l'appareil partisan, mais dans les structures techniques de l'industrie pétrolière. Cette spécificité lui confère la légitimité particulière d'un homme qui connaît le secteur de l'intérieur, ses contraintes opérationnelles, ses besoins de réforme et ses marges de progression. Sa nomination comme conseiller du président de la République, chef du département des hydrocarbures, entre 2024 et 2026, a d'ailleurs renforcé son statut d'interlocuteur central sur les questions énergétiques.

Ce passage par le cabinet présidentiel a constitué une étape décisive dans sa montée en puissance. En ce sens, sa nomination au ministère apparaît comme l'aboutissement logique d'un itinéraire fondé sur la compétence technique, mais aussi comme le signal politique d'une volonté de confier le pilotage des hydrocarbures à un profil capable de conjuguer expertise,

discipline institutionnelle et sens des équilibres stratégiques.

SNPC, contenu local et pilotage de la donnée

L'un des dossiers les plus sensibles qui attendent Stev Simplicie Onanga concerne la SNPC. Le nouveau ministre entend redonner à la société nationale un rôle plus opérationnel dans la conduite de la politique pétrolière. L'objectif est de faire de la SNPC un acteur capable de peser davantage dans l'amont pétrolier, de mieux défendre les intérêts du pays et de capter une part plus importante de la valeur produite sur le territoire. Dans sa vision, la société publique ne doit pas être une simple structure de relais administratif ; elle doit redevenir un instrument de puissance économique et de souveraineté.

À cette ambition s'ajoute un autre l'axe majeur du contenu local. Pour le ministre, l'enjeu n'est pas symbolique. Il s'agit de créer davantage d'espace pour les entreprises nationales, de renforcer les compétences congolaises, d'encourager l'emploi local et d'inscrire l'exploitation pétrolière dans une dynamique plus inclusive. À travers cette approche, Stev Simplicie Onanga veut que les Congolais ne soient plus seulement spectateurs de l'exploitation de leurs ressources, mais acteurs de premier rang dans toute la chaîne.

Gaz, production et retombées nationales

Le Congo vise à porter sa production à 500 000 barils par jour et à développer sa filière GNL, tout en maintenant l'attractivité du pays pour les investisseurs internationaux. Dans ce cadre, Stev Simplicie Onanga défend une ligne d'équilibre consistant à ouvrir le secteur aux capitaux et aux compétences, sans renoncer à l'exigence d'un bénéfice national tangible.

Le défi est donc double. D'un côté, il faut rassurer les partenaires techniques et

financiers, garantir la stabilité du cadre d'intervention et favoriser la continuité des projets. De l'autre, il faut veiller à ce que les retombées de l'activité pétrolière et gazière profitent d'abord aux populations et à l'économie locale. C'est dans cet équilibre délicat que se jouera l'efficacité du mandat de Stev Simplicie Onanga.

Stev Simplicie Onanga incarne l'image d'un responsable technique propulsé au premier plan d'un secteur hautement stratégique. Son profil, son parcours et ses premières orientations dessinent la figure d'un ministre qui veut faire des hydrocarbures un instrument de souveraineté, de structuration économique et d'affirmation nationale. Reste désormais à traduire cette ambition en actes, dans un secteur où les attentes sont aussi grandes que les enjeux.

Urbain Fiacre Opo prend les rênes du secteur minier congolais avec l'ambition de servir la nation

Urbain Fiacre Opo est officiellement devenu le nouveau ministre des Industries minières et de la Géologie, succédant au ministre d'État Pierre Oba, appelé à d'autres fonctions. Nommé par le décret numéro 2026-176 du 24 avril 2026 portant nomination des membres du gouvernement, il a pris ses fonctions lors d'une cérémonie de passation de service organisée le 27 avril 2026. Ancien directeur général des Mines, il connaît parfaitement la maison et s'est engagé à poursuivre l'action de son prédécesseur tout en imprimant une nouvelle dynamique dans la gestion et la valorisation des ressources minières congolaises.



Lors de sa prise de fonction, Urbain Fiacre Opo a tenu à saluer le rôle du ministre d'État, ministre à la Présidence chargé des Affaires politiques, dans cette nomination qu'il considère comme la récompense du travail de qualité et de l'esprit d'équipe cultivés depuis l'arrivée de ce dernier à la tête du département. Il a affirmé mesurer pleinement l'ampleur des défis qui l'attendent, tout en assurant qu'une seule ambition l'animait désormais, celle de servir la nation, promettant que ses actes parleraient à travers un travail acharné. Il a par ailleurs adressé ses remerciements au président de la République ainsi qu'au Premier ministre pour la confiance accordée.

EXPERT RECONNU DU SECTEUR, IL ENTEND DÉSORMAIS S'APPUYER SUR CETTE EXPÉRIENCE APPROFONDIE POUR ACCÉLÉRER LA STRUCTURATION DE LA FILIÈRE MINIÈRE CONGOLAISE...

Pour assurer la continuité du service, le ministre sortant lui a transmis l'ensemble des dossiers en cours et lui a prodigué plusieurs conseils, insistant notamment sur la nécessité de maintenir les initiatives et projets déjà engagés afin qu'ils puissent aboutir pour le bien de la République.

Un expert reconnu appelé à structurer davantage la filière

Figure clé du ministère avant sa nomination, Urbain Fiacre Opo a activement participé à la validation des études de base ainsi qu'à la négociation des conventions d'exploitation minière au cours de sa carrière. Expert reconnu du secteur, il entend désormais s'appuyer sur cette expérience approfondie pour accélérer la structuration de la filière minière congolaise, en misant notamment sur la mobilisation des cadres placés sous sa tutelle.

Le ministère des Industries minières et de la Géologie conçoit et met en œuvre la politique gouvernementale visant à diversifier l'économie nationale par l'exploitation minière, qu'il s'agisse du fer, de la potasse ou de l'or. L'institution assure également la gestion des titres miniers, la recherche géologique ainsi que le contrôle de l'ensemble des activités du secteur.

Un parcours marqué par la valorisation des ressources locales

En tant qu'ancien directeur général des Mines, Urbain Fiacre Opo s'était activement investi dans la structuration et la valorisation de ce qu'on appelle les minéraux de développement, à l'image du sable et des moellons, dans le but de contribuer à la croissance du produit intérieur brut national. Il avait également suivi de près les projets d'exploitation de gisements, notamment de potasse dans le Kouilou, avec pour objectif la création d'emplois durables, tout en œuvrant à la formalisation de la filière dans le cadre de programmes menés en partenariat avec les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique ainsi que l'Union européenne.

Né à Mossaka, Urbain Fiacre Opo est à la fois cadre de l'industrie minière et enseignant-chercheur. Titulaire d'un diplôme d'études approfondies en sciences de la Terre obtenu en 2007, il a débuté sa carrière à l'ORSTOM avant d'occuper plusieurs responsabilités successives au sein de l'administration minière, jusqu'à diriger la Direction générale des Mines qu'il connaît aujourd'hui dans les moindres détails.

Michel Djombo du patronat congolais au gouvernement au service de l'industrialisation nationale



Avant d'être ministre, Michel Djombo a d'abord été la voix du patronat congolais. Ancien président de l'Union patronale et interprofessionnelle du Congo, il a marqué son passage à la tête de l'organisation par une défense active du secteur privé et une vision résolument tournée vers l'industrialisation du pays. Nommé ministre du Développement industriel, des Zones économiques spéciales et de la Promotion du secteur privé par décret du 24 avril 2026, il retrouve désormais au gouvernement les dossiers qu'il portait déjà à la tête du patronat. Son objectif demeure inchangé, faire du Congo un véritable pays industriel.

Ingénieur de formation et entrepreneur dans l'âme, Michel Djombo a pris les rênes de l'UNICONGO avec la conviction profonde que le développement du Congo passe nécessairement par un secteur privé fort, structuré et productif. Sous son mandat, l'organisation patronale s'est imposée comme un interlocuteur clé du gouvernement sur les questions de fiscalité, de climat des affaires et de diversification de l'économie nationale. Loin de se limiter au rôle d'un simple syndicat patronal, l'UNICONGO a porté sous sa présidence un plaidoyer affirmé en faveur de la consommation locale, appelant à transformer sur place les matières premières congolaises et à réduire durablement la dépendance du pays aux importations.

Homme de dialogue reconnu, il a multiplié les rencontres avec les pouvoirs publics dans le but de faire du secteur privé un véritable partenaire du développement national, plutôt qu'un simple contribuable soumis aux exigences de l'État.

CE PASSAGE À LA TÊTE DU PATRONAT A CONSIDÉRABLEMENT FORGÉ SA CONNAISSANCE DES RÉALITÉS DU TERRAIN.

Une expérience de terrain forgée par l'entreprise

Ce passage à la tête du patronat a considérablement forgé sa connaissance des réalités du terrain. Chef d'entreprise dans le secteur agro-industriel avec CA Agri et porteur d'un projet de plantation de palmier à huile sans déforestation, il connaît intimement les contraintes rencontrées par les opérateurs économiques congolais, qu'il s'agisse de l'accès au financement, de l'énergie, de la logistique ou encore de la disponibilité d'une main-d'œuvre qualifiée. C'est précisément cette expérience de terrain accumulée au fil des années qui l'a conduit vers l'action gouvernementale, sa nomination au ministère du Développement industriel étant perçue par beaucoup comme

la continuité logique du combat qu'il menait déjà en tant qu'entrepreneur et représentant patronal.

La même mission poursuivie avec de nouveaux leviers

Nommé ministre par le décret numéro 2026-176 du 24 avril 2026, signé par le président de la République Denis Sassou-N'Guesso et rendu public sur proposition du Premier ministre Anatole Collinet Makosso, Michel Djombo retrouve ainsi au sein du gouvernement les dossiers qu'il défendait auparavant à la tête de l'UNICONGO. Il met désormais en œuvre la politique des zones économiques spéciales, travaille activement à l'amélioration du climat des affaires et œuvre à la promotion des petites et moyennes entreprises ainsi que des petites et moyennes industries congolaises. Pour lui, l'État doit avant tout jouer pleinement son rôle de facilitateur, afin que les entrepreneurs du pays puissent investir, produire et créer des emplois durables.

De président du patronat à membre du gouvernement, Michel Djombo incarne ainsi ce pont naturel entre le monde de l'entreprise et l'action publique. Son profil de technocrate entrepreneur porte une feuille de route claire, celle de transformer directement sur le territoire national les ressources dont dispose le Congo.

Rodrigue Charles Malanda Samba du terrain de quartier aux responsabilités de l'emploi

D'une voix calme et rassurante, Rodrigue Charles Malanda Samba s'est imposé comme l'un des visages du nouveau gouvernement dans le champ social. Né le 4 novembre 1973 à Pointe-Noire, arrière-petit-fils du mythique André Grenard Matsoua, il est aujourd'hui ministre de l'Emploi, de l'Entrepreneuriat et de la Formation qualifiante.

Avant d'accéder à cette fonction, il avait déjà occupé un poste de confiance auprès du président Denis Sassou N'Guesso, dans un parcours qui relie engagement de terrain, action politique et sens des réalités sociales.



Avant d'entrer au gouvernement, Rodrigue Charles Malanda Samba a servi au plus haut niveau de l'État en qualité de conseiller politique du président de la République. Cette expérience l'a placé au contact direct des grands dossiers nationaux et l'a rapproché des attentes exprimées par les populations. Elle a aussi renforcé sa lecture des enjeux sociaux, dans un pays où l'emploi, l'insertion des jeunes et la valorisation des compétences restent des priorités majeures.

Son passage de la présidence au ministère de l'Emploi n'a rien d'anecdotique. Il illustre au contraire une continuité entre la réflexion stratégique et l'action concrète. L'homme revendique une manière d'agir fondée sur l'écoute, la proximité et la recherche de solutions utiles. Dans son parcours, le rapport au terrain n'est pas un slogan, mais une méthode qui a structuré ses engagements successifs. Son surnom, « Lapeta », vient de ses prouesses sur les terrains de football. Ce nom, resté populaire dans les quartiers, raconte aussi une autre facette de sa personnalité, plus proche des jeunes et de la vie quotidienne. Dans l'imaginaire collectif, cette image de joueur agile et engagé s'est progressivement mêlée à celle du militant social, soucieux de

redonner une place à ceux que la guerre et le chômage avaient fragilisés.

...IL ENTEND METTRE CETTE EXPERTISE AU SERVICE D'UN OBJECTIF CENTRAL, L'EMPLOI DES JEUNES ET LA VALORISATION DU TALENT NATIONAL.

L'engagement pour la jeunesse

C'est à la sortie de la guerre, en 1999, que Rodrigue Charles Malanda Samba s'engage plus directement dans l'action sociale. Il raconte avoir participé, avec d'autres membres d'une association, à l'insertion et à la réinsertion de jeunes en grande errance, souvent marqués par la fin des conflits ou par l'absence d'opportunités. L'objectif était d'offrir du travail, de détourner les jeunes de la violence et de les remettre en mouvement dans la société.

Cette expérience de terrain a servi de socle à sa montée en responsabilité. Convaincus par son action, les sages de l'arrondissement 2 de Brazzaville, Bacongo, l'encouragent à aller plus loin. De cette dynamique naît en 2012 l'Action pour le Congo, l'APC, qu'il fonde et porte comme un espace d'engagement citoyen. À travers cette structure, il consolide un ancrage politique nourri par les préoccupations concrètes des jeunes et des familles. Sa première bataille électorale arrive la même année, lorsqu'il se présente aux législatives à Bacongo. Battu au second tour, il transforme cet échec en apprentissage. Pour lui, cette étape a été fondatrice, car elle lui a permis de mesurer la réalité du combat politique et d'affermir son attachement au service du peuple. Cette lecture positive de la défaite traduit une conception patiente et progressive de l'action publique.

Un économiste au service de l'action publique

Sur le plan académique, Rodrigue Charles Malanda Samba est titulaire d'une licence en économie et gestion d'entreprises. Il prépare actuellement

un master en management, signe d'un parcours qui continue de se construire sur la durée. Cette formation lui donne des outils d'analyse utiles pour un ministère directement lié à l'emploi, à l'entrepreneuriat et à la qualification professionnelle. Son profil associe ainsi expérience politique et compétence économique.

Avant d'entrer au gouvernement, il occupait les fonctions de principal administrateur au sein de Tendances Eco Group, dans le secteur de la finance.

Il est également administrateur de la Société congolaise des énergies renouvelables de Brazzaville. Ces responsabilités témoignent d'une familiarité avec le monde économique et d'une capacité à évoluer dans des environnements exigeants, où les décisions doivent répondre à des impératifs de gestion, d'investissement et de rentabilité.

À la tête d'un ministère social, il entend mettre cette expertise au service d'un objectif central, l'emploi des jeunes et la valorisation du talent national. Son parcours montre qu'il ne vient pas seulement de l'univers politique, mais aussi d'un espace où les contraintes de gestion et les enjeux de développement sont au premier plan. Cela lui confère un positionnement particulier pour aborder les défis du marché du travail.

Un ministre du concret

Le ministère qu'il dirige se trouve au croisement des attentes sociales les plus sensibles. L'emploi, l'entrepreneuriat et la formation qualifiante forment un trio décisif pour répondre à la pression démographique et aux besoins d'insertion. Dans ce cadre, Rodrigue Charles Malanda Samba apparaît comme un ministre du concret, attentif aux parcours individuels autant qu'aux politiques publiques. Son expérience d'animateur associatif et d'acteur politique local nourrit cette posture.

De l'association de quartier à la tête d'un ministère, son itinéraire raconte l'ascension d'un homme du terrain. Son surnom de « Lapeta », hérité des terrains de football, symbolise une énergie restée intacte malgré les changements de cadre et de fonction. Désormais, c'est

dans les dossiers de l'emploi et de la formation qu'il veut faire jouer son sens collectif, avec la même détermination qu'autrefois sur le terrain.

Frédéric Nzé un ministre de la donnée et de la transformation numérique



Avec l'arrivée de Frédéric Nzé au ministère des Postes, des Télécommunications et de l'Économie numérique, le gouvernement Makosso II confie un secteur stratégique à un profil rare dans l'administration congolaise. Mathématicien de formation, banquier d'investissement, entrepreneur

et formateur, il incarne une génération de décideurs convaincus que la donnée, les compétences et l'innovation doivent devenir des moteurs de croissance. À cinquante-sept ans, il se voit assigner une mission claire, accélérer la digitalisation de l'État, soutenir l'employabilité des jeunes et renforcer l'inclusion financière.

SON ENTRÉE AU GOUVERNEMENT TRADUIT LA VOLONTÉ DE PLACER LA COMPÉTENCE NUMÉRIQUE AU SERVICE DE L'ACTION PUBLIQUE.

Né le 15 décembre 1968 à Brazzaville, Frédéric Nzé quitte le Congo en 1977 pour poursuivre ses études en France. Son itinéraire académique le conduit à l'École nationale de la statistique et de l'administration économique de Paris, où il obtient un diplôme de troisième cycle en théorie des jeux et en sciences de la décision. Cette formation lui donne un socle scientifique rigoureux, orienté vers l'analyse, la modélisation et la prise de décision dans des environnements complexes.

Après ses études, il s'insère dans la finance internationale et y développe une expérience de près de vingt ans. Il exerce des responsabilités chez American Express, GE Capital, filiale du groupe General Electric, puis chez Barclays. À Paris, New York et Londres, il se forme aux métiers de la donnée, de la gestion du risque et des produits financiers. Ce passage par les grandes places bancaires lui donne une compréhension fine des mécanismes de compétitivité et de l'importance des outils numériques dans la performance économique.

Cette expérience internationale a façonné sa conviction selon laquelle la technologie et la donnée sont désormais au cœur de toute stratégie de développement. Le futur ministre a appris à travailler dans des univers où la rapidité, la précision et l'innovation conditionnent les résultats. Ce bagage explique en partie pourquoi son nom est aujourd'hui associé à l'idée d'une administration plus agile et d'un État capable d'intégrer les mutations technologiques au lieu de les subir.

L'entrepreneur qui mise sur l'Afrique

Au début des années 2010, Frédéric Nzé tourne son regard vers le continent africain et choisit de quitter la banque pour l'entrepreneuriat. Ce virage marque une nouvelle étape de son parcours. Il fonde plusieurs structures orientées vers le numérique, la formation et l'inclusion, avec la volonté de transformer les compétences en opportunités concrètes pour les jeunes Africains. Son approche s'inscrit dans une logique d'utilité sociale autant que de performance économique.

Il dirige notamment Akieni Academy, une plateforme de formation en ligne pensée pour outiller les jeunes aux métiers du numérique. Code, data, marketing digital et outils d'innovation y occupent une place centrale. L'objectif est de combler le déficit de compétences et de faire émerger une génération de talents capables de répondre aux besoins du marché africain. Dans un contexte où la demande de profils numériques augmente rapidement, cette initiative donne corps à une vision pragmatique de l'employabilité. Frédéric Nzé pilote également Kamoia Ltd, une fintech déployée en Afrique de l'Est et de l'Ouest. L'entreprise utilise des données alternatives pour faciliter l'accès au crédit des populations non bancarisées et des petites et moyennes entreprises. En cherchant à réduire les barrières à l'accès financier, Kamoia agit comme un outil de lutte contre l'exclusion. Ce positionnement illustre la manière

dont Nzé lie innovation technologique et justice économique.

À cette dimension entrepreneuriale s'ajoute un rôle de réflexion stratégique. Il est à l'origine du CAPI Think Tank, un laboratoire d'idées consacré aux stratégies d'innovation pour le développement économique du continent. Il s'implique aussi dans le Challenge entrepreneurial du bassin du Congo, destiné à repérer et accompagner des startups locales. Cette activité confirme un profil qui ne se limite pas à l'exécution, mais qui cherche aussi à structurer des écosystèmes durables.

Un ministère au coeur des chantiers numériques

Sa nomination à la tête du ministère des Postes, des Télécommunications et de l'Économie numérique le place au centre d'un portefeuille décisif pour la modernisation du Congo. Le pays attend de ce secteur des avancées visibles dans la digitalisation des services publics, l'amélioration de la connectivité et le développement d'une économie numérique plus inclusive. Le parcours du ministre laisse penser qu'il dispose d'atouts pour porter cette ambition dans un langage compréhensible par les acteurs publics comme privés.

Le premier chantier concerne la transformation digitale de l'administration. Fort de son expérience dans la dématérialisation et l'optimisation de services, Frédéric Nzé devra accélérer le passage des procédures papier aux outils numériques afin de rapprocher l'État des citoyens. Cette mutation suppose une simplification des démarches, une meilleure circulation de l'information et une plus grande transparence dans le traitement des dossiers. Elle constitue aussi un levier de lutte contre les lenteurs administratives.

Le deuxième axe porte sur la formation et l'employabilité des jeunes. À travers

Akieni Academy, le nouveau ministre a déjà démontré que, sans capital humain, la révolution numérique reste incomplète. Le défi congolais consiste donc à rapprocher l'enseignement des besoins du marché, à multiplier les compétences techniques et à donner aux jeunes les moyens de créer eux-mêmes leur avenir. La connectivité, les infrastructures et la qualité des contenus de formation seront des variables décisives.

Le troisième chantier est celui de l'inclusion financière. Avec Kamo, Frédéric Nzé a travaillé à bancariser des publics longtemps tenus à l'écart du système classique. Au gouvernement, il pourra soutenir des politiques favorables au mobile money, aux fintechs locales et aux solutions de paiement adaptées aux réalités du pays. Cette orientation pourrait élargir l'accès aux services financiers et renforcer la circulation de la valeur dans l'économie nationale.

Un profil de ministre solutionneur

Technocrate, entrepreneur et formateur, Frédéric Nzé représente une génération de responsables qui pensent la politique publique à partir des usages et des résultats. Son entrée au gouvernement traduit la volonté de placer la compétence numérique au service de l'action publique. Dans un secteur où les attentes sont fortes, son défi sera de faire coïncider vision, méthode et exécution pour que la transformation digitale du Congo ne reste pas un slogan.

Son pari est désormais de faire en sorte que le pays ne subisse pas la révolution numérique, mais qu'il la pilote. Cela implique d'investir dans les jeunes, d'encourager l'innovation et de bâtir des services plus accessibles. À travers ce profil hybride, à la fois financier, entrepreneurial et pédagogique, le gouvernement mise sur un ministre capable de relier la technologie aux besoins concrets du développement

Gustave Fulgence René Adicolle Goum Le pédagogue de l'action publique, porté par l'exigence du résultat



Nommé à la tête du ministère de l'Enseignement technique et professionnel, Gustave Fulgence René Adicolle Goum s'avance au-devant d'une mission où l'attente sociale se mesure à l'aune des urgences du terrain. Dans un contexte où la jeunesse congolaise scrute avec impatience les promesses d'insertion, le nouveau membre du gouvernement incarne ce profil de technicien de l'État appelé à transformer l'expérience administrative en levier de réforme. Son ambition affichée consiste à faire de l'enseignement technique un instrument de mobilité sociale, de compétitivité nationale et de réponse concrète au chômage des jeunes.

Le parcours de René Adicolle Goum épouse les contours d'une ascension bâtie sur la formation, la constance et la familiarité avec les arcanes du secteur. Formé entre la Sangha et Brazzaville, passé par l'Institut de développement rural puis par l'Unesco à Dakar, il appartient à cette génération de cadres dont la légitimité se nourrit autant du savoir que de l'endurance. Ingénieur de formation, ancien directeur d'établissement technique agricole, administrateur aguerri et homme de dossiers, il arrive à ce portefeuille avec une connaissance de l'appareil qu'il devra piloter. Cette familiarité, loin d'être un simple atout protocolaire, constitue le socle d'une gouvernance annoncée comme méthodique et orientée vers les résultats.

LE NOUVEAU MINISTRE SEMBLE VOULOIR CONJUGUER CONTINUITÉ INSTITUTIONNELLE ET SOUFFLE RÉFORMATEUR

Au ministère, la feuille de route qui se dessine est à la fois ambitieuse et structurante. Il lui faudra élargir l'offre de formation, moderniser les curricula, renforcer les infrastructures, consolider la formation des encadreurs et arrimer davantage l'école au tissu productif. Autrement dit, rompre avec une lecture statique de l'enseignement technique pour en faire une passerelle crédible vers l'emploi, l'entrepreneuriat et l'innovation.

Dans cette perspective, le nouveau ministre semble vouloir conjuguer continuité institutionnelle et souffle réformateur, tout en cultivant le dialogue avec les partenaires publics et privés.

Dans une équipe gouvernementale appelée à traduire les attentes du pays en actes visibles, René Adicolle Goum apparaît comme un profil de méthode plus que d'apparat, de chantier plus que de slogan. Son défi sera désormais de convertir l'expertise en politique publique et l'intention en impact mesurable. Le pays observe, la jeunesse attend, et le ministère qu'il dirige ne se donne déjà plus le droit à l'approximation.

Prince Bertrand Bahamboula entre au gouvernement pour faire du tourisme un levier économique

Député de Mayama, ancien directeur de cabinet et élu remarqué pour son travail sur les questions numériques, Prince Bertrand Bahamboula rejoint le gouvernement Makosso II avec une mission précise, donner au tourisme congolais une véritable portée économique. À 37 ans, cet enfant du Pool franchit un nouveau cap en accédant à un portefeuille stratégique, au croisement de la culture, du patrimoine et de la diversification. Son parcours, qui relie engagement de jeunesse, expérience administrative et action parlementaire, éclaire les ambitions qui l'accompagnent désormais au sein de l'exécutif.



Originaire du département du Pool, Prince Bertrand Bahamboula s'est d'abord fait connaître au-delà des cercles partisans par son engagement en faveur de la jeunesse. Lauréat de la deuxième édition des « Meilleurs de la République » organisée par la Fondation Jeunesse Éducation et Développement, il a rapidement acquis l'image d'un cadre attentif aux questions d'accompagnement et de transmission. Cette reconnaissance a contribué à installer son nom dans l'espace public avant même ses premières responsabilités politiques majeures.

SON PROFIL PRÉSENTE PLUSIEURS ATOUTS POUR CETTE MISSION.

...SA CONNAISSANCE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES...

...SON EXPÉRIENCE SUR LES QUESTIONS ÉCONOMIQUES ET NUMÉRIQUES...

En novembre 2017, il représente le Congo à Paris à l'occasion du Salon d'intégration et d'orientation académique et professionnelle de l'Association des Étudiants Congolais de France. Cette participation, organisée sous le patronage de l'ambassadeur Rodolphe Adada, confirme son intérêt pour la formation, l'orientation et la promotion des talents congolais. Elle montre aussi un profil tourné vers les jeunes, les études et les passerelles entre l'intérieur du pays et sa diaspora.

Ce goût pour l'accompagnement l'a ensuite conduit vers l'administration. Il devient directeur de cabinet au ministère des Petites et Moyennes

Entreprises, de l'Artisanat et du Secteur informel. Dans cette fonction, il se familiarise avec les réalités des très petites entreprises, de l'artisanat et de l'économie de proximité. Cette étape lui donne une lecture concrète des difficultés rencontrées par les acteurs de terrain, notamment en matière d'organisation, de financement et de visibilité.

Le passage par l'Assemblée nationale

En juillet 2022, Prince Bertrand Bahamboula est élu député de Mayama. Son arrivée au Palais du Peuple marque une nouvelle phase de sa trajectoire, cette fois dans le champ législatif. Il siège à la Commission Économie et Finances, où il se fait remarquer par un travail discret mais constant.

Son passage au Parlement lui permet d'approfondir les enjeux structurels de l'économie congolaise, tout en gardant un lien avec les réalités locales de sa circonscription.

Son initiative la plus marquante reste sans doute la proposition de loi qu'il porte en 2023 sur l'interopérabilité et l'ouverture du canal USSD aux fournisseurs de services à valeur ajoutée. Adoptée, cette réforme a contribué à élargir l'accès aux services mobiles à des millions de Congolais sans connexion internet.

Par ce texte, il a montré une capacité à relier innovation technologique, inclusion financière et utilité sociale dans une même démarche législative.

Cette réussite parlementaire a renforcé son image de législateur attentif aux solutions concrètes. Au lieu de se limiter au débat politique, il a cherché à produire des effets mesurables sur la vie quotidienne des citoyens.

Cette approche annonce déjà la manière dont il entend aborder sa nouvelle fonction au gouvernement,

avec un accent fort sur l'efficacité, la modernisation et l'impact économique.

Une nouvelle mission pour le tourisme

Le 24 avril 2026, Prince Bertrand Bahamboula est nommé ministre délégué auprès du ministre de la Culture, des Arts, de l'Industrie touristique et du Patrimoine national, chargé de l'Industrie touristique. Cette nomination le fait passer de l'hémicycle à l'exécutif, avec une responsabilité qui engage directement la diversification économique du pays. Le tourisme n'est plus seulement envisagé comme un complément d'image, mais comme un secteur capable de créer de la valeur et des emplois.

Son profil présente plusieurs atouts pour cette mission. D'abord, sa connaissance des petites et moyennes entreprises, qui constituent le socle de l'hôtellerie, de la restauration, des services et de l'artisanat touristique.

Ensuite, son expérience sur les questions économiques et numériques, utile pour moderniser la promotion de la destination Congo. Enfin, son ancrage territorial dans le Pool, qui peut faciliter la mise en œuvre de projets dans les départements et rapprocher les politiques publiques des réalités locales.

Les priorités sont nombreuses. Il s'agit de structurer l'offre touristique nationale, de professionnaliser les opérateurs, de valoriser le patrimoine naturel et culturel, et d'améliorer la visibilité du Congo à l'international. Le pari consiste à transformer les atouts du pays en retombées concrètes, au lieu de laisser le potentiel touristique rester sous exploité. Cette mission suppose à la fois de l'organisation, de la promotion et une meilleure articulation entre l'État et les acteurs privés.

Une génération appelée à agir

De Mayama à Brazzaville, Prince Bertrand Bahamboula incarne une génération de cadres du Parti congolais du travail amenés à passer des bancs de l'Assemblée aux responsabilités gouvernementales. Son parcours montre une continuité entre la jeunesse engagée, le travail administratif, le mandat parlementaire et désormais la charge exécutive. Dans ce nouveau rôle, il hérite d'un secteur où les attentes sont fortes et où les résultats devront se mesurer dans l'économie réelle.

Son objectif est désormais clair, faire en sorte que le tourisme cesse d'être une simple promesse pour devenir une véritable industrie. À travers cette mission, il lui revient de contribuer à une diversification plus visible du produit intérieur brut et à une meilleure valorisation des richesses culturelles et naturelles du Congo. Son passage au gouvernement ouvre ainsi un test important, celui de transformer une ambition politique en dynamique économique durable.

Prince Michrist Kaba Mboko une nouvelle voix pour la jeunesse congolaise au gouvernement

Prince Michrist Kaba Mboko exerce depuis le 24 avril 2026 les fonctions de ministre délégué auprès du ministre des Sports, de la Jeunesse et de l'Éducation civique, chargé de la Jeunesse et de l'Éducation civique. Son parcours est marqué par une solide expérience dans la gestion publique, les affaires financières et un engagement politique constant au service de la nation congolaise. Formé aussi bien

LE PORTRAIT DU MAG

en droit des entreprises qu'en finances publiques, il a gravi les échelons de l'administration avant de rejoindre la Présidence de la République puis le gouvernement. Son engagement au sein du Parti Congolais du Travail complète un profil résolument tourné vers la jeunesse et le développement.

Sur le plan académique, Prince Michrist Kaba Mboko est titulaire d'un baccalauréat littéraire obtenu en 2007 au Groupe scolaire Aliyou Fatima, avant de poursuivre son parcours universitaire par une maîtrise en droit des entreprises décrochée en 2012 à l'Université centrale de Tunis. Il obtient ensuite en 2015 le diplôme d'inspecteur du Trésor public à l'École nationale d'administration et de magistrature de Brazzaville, avant de compléter sa formation par un executive master en politique et management du développement, consacré au potentiel africain, obtenu en 2023 à Sciences Po Paris. Cette diversité académique lui confère une double maîtrise, à la fois juridique et financière, qui a largement façonné la suite de son parcours professionnel.

Une carrière forgée dans l'administration fiscale et financière

Sa carrière professionnelle débute en 2015 au sein de l'administration fiscale, en qualité d'inspecteur du Trésor à l'Unité des grandes entreprises de Brazzaville, fonction qu'il occupe jusqu'en 2019. Il rejoint ensuite le Port autonome de Pointe-Noire en tant que chef de service Finance et comptabilité à la Délégation budgétaire, consolidant ainsi son expertise en matière de gestion financière au sein d'une infrastructure stratégique du pays. Fort de cette expérience, il est nommé conseiller économique et financier

auprès du premier vice-président de l'Assemblée nationale, fonction qu'il exerce de 2020 à 2022.

De 2022 à 2026, il occupe les fonctions de secrétaire exécutif du Conseil consultatif de la jeunesse à la Présidence de la République, un poste qui l'a directement préparé à sa nomination du 24 avril 2026 en tant que ministre délégué chargé de la Jeunesse et de l'Éducation civique, sous la tutelle du ministre des Sports, de la Jeunesse et de l'Éducation civique.

RECONNU POUR SON PRAGMATISME, SA CAPACITÉ DE PROPOSITION ET SA MAÎTRISE DE LA GESTION DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DES PROJETS...



Un engagement politique constant au sein du Parti Congolais du Travail

En parallèle de ses responsabilités administratives, Prince Michrist Kaba Mboko mène un engagement politique soutenu au sein du Parti Congolais du Travail.

Il a été conseiller municipal et départemental de Brazzaville de 2017 à 2022, avant de devenir depuis 2022 député suppléant de la deuxième circonscription électorale de Ouenzé. Au sein de sa formation politique, il occupe plusieurs responsabilités, notamment celle de secrétaire à la Jeunesse et aux Sports du comité du parti à Ouenzé, ainsi que celle de secrétaire permanent à l'Éducation et à la Formation politique de la Force montante congolaise.

Depuis 2025, il siège également au Bureau politique du Comité central du parti, consolidant ainsi son influence au sein de l'appareil politique national.

Un profil pragmatique tourné vers la jeunesse et le développement

Reconnu pour son pragmatisme, sa capacité de proposition et sa maîtrise de la gestion des politiques publiques et des projets, Prince Michrist Kaba Mboko possède une solide expérience des questions administratives, financières et institutionnelles. Il parle couramment le français et dispose d'un niveau intermédiaire en anglais. En dehors de ses responsabilités professionnelles, il s'investit dans la production de contenus au sein de l'Observatoire 242, participe à diverses activités associatives et pratique régulièrement le tennis ainsi que la marche sportive, des centres d'intérêt qui témoignent d'un équilibre entre vie publique et engagement personnel.

JOSIANE MATÉNÉ LA FORCE DISCRÈTE D'UN LEADERSHIP AU SERVICE DU COLLECTIF

Josiane Maténé Mangoua épouse Ogoula s'inscrit dans cette lignée de femmes dont l'influence se mesure moins au bruit qu'elles font qu'à la constance de leur action. Son parcours, construit avec rigueur et sans effet de manche, témoigne d'une exigence rarement démentie. Elle a avancé avec méthode, dans un rapport au temps qui privilégie la solidité des œuvres à l'éclat des apparitions.

PROPOS RECUEILLIS PAR SASHA KITADI

VOXMAG (VM) : Quel a été votre parcours universitaire et comment les choix d'études que vous avez faits à l'époque ont-ils forgé la vision du leader et de l'entrepreneure que vous êtes devenue aujourd'hui ?

Josiane MATENE MANGOUA (JMM) : J'ai obtenu mon Baccalauréat série D au Lycée Richard Nguema Bekale d'Oyem puis un BTS en Commerce International à l'Institut National des Sciences de Gestion de Libreville. Ce choix réfléchi, encouragé par mon grand frère, n'était pas un repli. J'ai réussi mon bac après trois tentatives, le football occupant alors une place importante dans ma vie. Cette période m'a appris que le talent doit s'accompagner de discipline et de priorités.

À l'INSG, des enseignants exigeants m'ont transmis le goût de l'effort. Très tôt, j'ai exercé des responsabilités comme chef de classe et



“

Clore les Sambas a été une décision très difficile. Après douze ans et dix éditions en présentiel, l'arrêt n'est pas un désamour mais une protection...

←

Josiane Matene, experte en marketing, communication et événementiel, est présidente de l'ONG Sambas Labs et fondatrice de l'événement « Les Sambas Professionnels ».



INTERVIEW DU MAG

capitaine de football, expériences formatrices qui ont façonné mon leadership; je comprends aujourd'hui que l'on se construit autant sur le terrain que dans les salles de classe.

VM : Quand vous étiez étudiante, aviez-vous déjà cette vocation de transformer l'écosystème de la formation des jeunes au Gabon, ou ce projet est-il né d'un constat plus tardif sur le terrain ?

JMM : La vocation est née du terrain. J'ai commencé à travailler en 2008 aux côtés de Henri Pascal Bolanga à Tékla Communication puis aux Éditions ACI avec Luc Lemaire; ces expériences m'ont forgée. En 2011, j'ai rejoint le comité d'organisation de la Tropicale Amissa Bongo, et en 2013 des expériences en France m'ont exposée au haut niveau événementiel.

En évoluant entre la France et le Gabon, j'ai constaté un fort potentiel d'infrastructures mais un déficit de préparation des ressources humaines. Ce constat a déclenché ma volonté de former et professionnaliser la jeunesse gabonaise.

VM : En 2013, vous lancez les Sambas Professionnels. Quel a été le principal déclencheur de cette aventure qui est devenue une référence panafricaine en matière de masterclass ?

JMM : Les Sambas sont nés d'une envie d'agir face au fatalisme ambiant. Vivant dans un quartier populaire, j'entendais des jeunes penser que sans relations il était impossible de réussir. Je savais par expérience que l'on peut obtenir sa chance en osant frapper aux portes. J'étais aussi frustrée par le manque de service professionnel dans des tâches simples, révélant un déficit de préparation.

Enfin, j'ai rencontré des modèles de réussite non privilégiés; j'ai voulu rapprocher ces récits des jeunes de ma communauté pour montrer que la

réussite se construit par le travail, la préparation et des outils concrets.

VM : Après 10 éditions riches en partages, quelle est la réussite ou le témoignage d'un jeune bénéficiaire de ce programme qui vous procure aujourd'hui la plus grande fierté ?

JMM : Les Sambas ont accompagné 4 811 bénéficiaires. Ma fierté tient aux trajectoires visibles : des anciens occupent aujourd'hui des postes influents dans les médias, l'administration et le privé. Certains sont devenus coachs et formateurs; d'autres ont noué des collaborations professionnelles durables. Des parcours comme celui de Paul Ulrich Kessany, devenu ministre, illustrent la portée du programme. Ma plus grande fierté reste les vies transformées et les connexions durables créées.

VM : En octobre 2024, vous annoncez l'arrêt des Sambas Professionnels en raison de lourdes difficultés financières. Comment vit-on, en tant que fondatrice, la décision de clore un projet si cher à votre cœur ?

JMM : Clore les Sambas a été une décision très difficile. Après douze ans et dix éditions en présentiel, l'arrêt n'est pas un désamour mais une protection de mon équilibre personnel et financier. Depuis l'annonce, je mesure encore plus l'impact du projet au regard des témoignages reçus.

Cette expérience a montré que les projets collectifs ne peuvent reposer sur la seule volonté du fondateur; ils exigent un écosystème de partenaires et de mécènes. Les Sambas ont été plus qu'un événement; ils ont incarné transmission et espoir.

VM : Vous avez une solide expérience dans l'ombre de grands événements comme La Tropicale Amissa Bongo ou Le Marathon du Gabon. Qu'est-ce que l'univers du marketing sportif et de la gestion logistique de masse vous a appris sur le management humain ?

JMM : J'ai appris sur le terrain, notamment auprès de Benjamin Burlot sur La Tropicale Amissa Bongo, que la rigueur est indispensable. Un manager doit s'entourer d'un noyau dur, identifier les talents et les responsabiliser. Le management n'est pas unique; chaque personne a ses leviers de motivation. L'anticipation est clé; il faut des plans B, C et D. Préparer la relève est essentiel, car un leader ne peut être partout. Ces enseignements se sont vérifiés au Marathon du Gabon et lors de la CAN 2017.

VM : Le milieu de l'événementiel sportif est souvent perçu comme très masculin. Quels ont été vos leviers pour vous y imposer et y manager des équipes d'envergure ?

JMM : Je me suis imposée par la compétence, la préparation et les résultats. La crédibilité se gagne par la maîtrise du sujet et le respect des engagements. Mon management a privilégié l'écoute et la valorisation des talents; la résilience a été un atout dans les imprévus. Ces principes m'ont permis de manager efficacement des équipes mixtes et exigeantes.

VM : En 2024, vous prenez la tête de la Commission des Leaders pour les Droits de l'Homme, de la Femme et de l'Enfant (AfrikLead) à Dakar. Quelles sont les priorités urgentes que vous vous êtes fixées pour ce mandat ?

JMM : L'urgence est d'obtenir une accréditation institutionnelle dans au moins un pays où nous sommes présents pour transformer notre couverture en légitimité officielle. Avec 41 pays couverts, l'objectif est de structurer l'organisation, déployer une feuille de route et renforcer le plaidoyer pour l'éducation et les droits humains, afin de passer d'un réseau à une force institutionnelle d'impact.

VM : Le Comité International des Jeux de la Francophonie vous a classée parmi les 50 femmes qui transforment

l'Afrique. Au-delà du prestige, quelle responsabilité politique et sociale ce titre fait-il peser sur vos épaules ?

JMM : Ces distinctions confirment l'engagement sur le terrain et imposent une exigence d'exemplarité. Elles offrent une plateforme pour diffuser le message de l'excellence et de la transmission intergénérationnelle. La reconnaissance élargit la portée de la mission plus qu'elle ne la transforme.

VM : L'entrepreneuriat en Afrique centrale est un parcours de combattant. Quel a été le défi managérial ou logistique le plus difficile de votre carrière, et comment l'avez-vous surmonté ?

JMM : Le principal défi reste l'accès au financement; les banques demandent des garanties que de jeunes entrepreneurs n'ont pas. La rencontre des bonnes personnes et le réseau ont été déterminants pour gagner du temps et obtenir des soutiens. Travailler son réseau est, selon moi, une compétence cruciale pour tout entrepreneur africain.

VM : Si vous aviez la possibilité de revenir en arrière avec l'expérience que vous avez aujourd'hui, quelle décision managériale ou stratégique corrigeriez-vous dans votre parcours?

JMM : J'aurais structuré plus tôt mon management et clarifié les règles. Ma proximité initiale avec les équipes a parfois brouillé les lignes de responsabilité. J'aurais également formalisé des mécanismes de gouvernance et de redevabilité; la loyauté ne suffit pas sans des cadres robustes.

VM : Vous avez parlé avec beaucoup de courage et de transparence de l'endettement lié à vos projets. Quel message de vérité souhaitez-vous transmettre aux jeunes entrepreneurs qui traversent la même tempête financière ?

JMM : Ne restez pas seul; parler de ses difficultés ouvre des portes. Dans mon cas, des soutiens institutionnels ont aidé à apurer une partie de la dette. Ne renoncez pas à votre vision; un projet peut changer de forme sans que la mission de vie s'éteigne.

VM : Les Sambas Professionnels se sont arrêtés, mais la transmission ne s'arrête jamais. Sous quelle forme comptez-vous continuer à accompagner et encadrer la jeunesse gabonaise à l'avenir ?

JMM : L'essence demeure : connecter l'expertise, structurer des projets et ouvrir des opportunités à une échelle plus discrète et quotidienne. Des masterclass mensuelles, une Académie du Leadership pour les 7-17 ans et un programme de mentorat sont en place. La transmission est une posture continue.

VM : Entre vos mandats internationaux, vos engagements associatifs et votre vie de famille, comment parvenez-vous à préserver votre équilibre et votre santé mentale ?

JMM : L'équilibre repose sur une organisation familiale coordonnée; mon

mari et moi partageons l'engagement pour assurer la présence parentale. Nous impliquons parfois les enfants dans notre univers professionnel, pratiquons la flexibilité dans les tâches domestiques, et préservons la santé mentale par une hygiène de vie active, des exercices de récupération, des temps de méditation et des moments familiaux déconnectés.

VM : Si vous deviez résumer en une seule phrase le message que la Josiane Maténé d'aujourd'hui souhaite laisser en héritage aux futures générations de femmes leaders en Afrique, quel serait-il ?

JMM : Les mains salies par le travail ont l'odeur de la dignité.

Remise des prix
lors des Sambas
Professionnels, en
juin 2026.



BRAZZAVILLE SE DOTE D'UN MUSÉE NATIONAL ÉRIGÉ EN SYMBOLE DE MÉMOIRE ET DE SOUVERAINETÉ CULTURELLE



Le président Denis Sassou N'Guesso coupe le ruban tricolore lors de l'inauguration du Musée national du Congo.

Le Président de la République Denis Sassou-N'Guesso a inauguré le 25 mai dernier le nouveau Musée national de Brazzaville, implanté à Mpila dans le sixième arrondissement de Talangai. Conçu pour accueillir près de deux mille cinq cents œuvres et objets historiques, l'édifice ambitionne de devenir un lieu de référence pour l'écriture et la transmission de l'histoire congolaise. Le ministre de l'Industrie culturelle, touristique, artistique et des Loisirs, Jean-Claude Gakosso, a profité de la visite officielle pour détailler la portée politique et diplomatique de ce chantier, présenté comme un acte de mémoire autant que de souveraineté. L'ouverture de ce nouvel équipement s'inscrit dans une série de projets patrimoniaux lancés par l'État depuis la fin de l'année 2025.

PAR : MONICA NGOMA
PHOTOS : MUSÉE NATIONAL

L'achèvement des travaux, annoncé au printemps 2026, marque l'aboutissement d'un projet attendu depuis plusieurs années par les acteurs culturels congolais. Le nouvel édifice de Mpila ne se contente pas d'offrir des salles d'exposition permanentes puisqu'il intègre également des espaces destinés aux expositions temporaires, des salles pédagogiques ainsi qu'un centre de documentation appelé à devenir un outil de travail pour les chercheurs. Le ministre en charge de l'aménagement du territoire avait d'ailleurs souligné récemment qu'il restait désormais à donner vie au musée en écrivant son histoire et ses mémoires, de manière à ce que le lieu parle véritablement dans toute sa dimension.

Cette exigence de faire vivre les collections plutôt que de simplement les exposer traverse l'ensemble du discours institutionnel qui accompagne l'ouverture du site. Jean-Claude Gakosso a insisté sur cette dimension en rappelant qu'un musée ne se limite jamais à la simple présentation d'objets puisqu'il donne sens à ceux-ci, raconte une histoire et relie les générations entre elles. Selon le ministre, l'établissement de Talangai a vocation à intégrer les mémoires orales, les archives nationales, les arts contemporains ainsi que les expressions culturelles propres aux différentes communautés du pays, dans le but de proposer une histoire plurielle accessible aussi bien aux publics scolaires et universitaires qu'au grand public.

Une exigence muséographique alignée sur les standards internationaux

Les responsables du projet ont voulu que la réalisation réponde aux normes muséographiques contemporaines en matière de conservation préventive, de scénographie et d'accueil des publics. Jean-Claude Gakosso a rappelé que les travaux désormais réceptionnés ont été conduits dans cette logique d'exigence technique, affirmant sa volonté que l'établissement demeure un espace de dialogue entre le passé, le présent et l'avenir plutôt qu'un simple dépôt d'objets figés.

Cette ambition technique s'accompagne d'une coopération engagée avec des partenaires étrangers, dont plusieurs missions d'experts se sont déroulées au cours de l'année 2026 afin de définir les protocoles de conservation ainsi que les programmes de médiation culturelle destinés au futur personnel du musée. Le ministre a d'ailleurs insisté sur la nécessité de professionnaliser durablement les métiers du patrimoine congolais, estimant que la réussite du projet reposera largement sur la formation de conservateurs, de médiateurs et de restaurateurs qualifiés, seuls capables selon lui de créer des emplois durables et d'ancrer véritablement une filière culturelle nationale.

Un maillage culturel du territoire national

L'inauguration du musée de Mpila ne constitue pas un geste isolé dans la politique menée par les autorités congolaises. Elle s'inscrit dans une série d'investissements infrastructurels engagés par le chef de l'État depuis la fin de l'année 2025, mêlant établissements scolaires, structures hospitalières, infrastructures routières et équipements culturels. L'évènement intervient d'ailleurs quelques mois seulement après la pose de la première pierre du musée Mâ Loango de Dioso, à Pointe-Noire, ce qui illustre une volonté assumée de couvrir l'ensemble du territoire national de lieux dédiés à la mémoire et à la culture.

Pour le président Sassou-N'Guesso, ce nouvel équipement répond à une conviction forte selon laquelle le passé ne dispose d'aucun autre refuge que la mémoire collective. L'institution est ainsi pensée comme un véritable outil de réappropriation historique, permettant d'embrasser aussi bien la période pré-coloniale que les luttes menées pour l'indépendance et les expressions artistiques les plus contemporaines. Cette démarche mémorielle rejoint d'autres chantiers déjà engagés par l'État, à l'image de la réhabilitation du mémorial Pierre Savorgnan de Brazza et de la construction, toujours en cours, du musée de Loango à Dioso.

Une vitrine destinée à rayonner au delà des frontières

Au delà de sa fonction strictement patrimoniale, le nouveau musée national est également présenté par le gouvernement comme un instrument de rayonnement diplomatique et touristique. Jean-Claude Gakosso considère que Brazzaville doit retrouver sa place de capitale culturelle en Afrique centrale, faisant du musée une véritable vitrine de ce que le Congo a été, de ce qu'il est aujourd'hui et de ce qu'il aspire à devenir demain. Cette ambition traduit une volonté plus large de renforcer l'attractivité culturelle de la capitale congolaise, en établissant un pont entre chercheurs, artistes, enseignants et grand public au sein d'un même lieu.

En restituant au pays un équipement à la hauteur de son histoire, l'État congolais entend également renforcer le sentiment d'appartenance nationale ainsi que le dialogue interculturel entre les différentes composantes de la société congolaise. Le musée s'ajoute ainsi aux chantiers de mémoire déjà présents dans le paysage culturel national, formant progressivement un réseau de lieux consacrés à la transmission historique et à la valorisation du patrimoine congolais.

Une programmation inaugurale déjà en préparation

Dans la perspective de l'ouverture au grand public, le ministère de l'Industrie culturelle, touristique, artistique et des Loisirs prépare actuellement une programmation destinée à animer les premières semaines de vie du musée. Cette programmation doit mêler expositions permanentes retraçant les grandes étapes de l'histoire congolaise, expositions temporaires consacrées à des thématiques spécifiques ainsi que des rencontres scientifiques réunissant chercheurs et spécialistes du patrimoine.

Avec cette inauguration, Brazzaville se dote désormais d'un équipement culturel structurant, dont les autorités espèrent qu'il saura rayonner bien au delà des frontières nationales et s'imposer durablement comme un repère incontournable de la mémoire congolaise.



DE PLUS EN PLUS DE LOCALITÉS ET D'ÉQUIPES RALLIENT LA DYNAMIQUE QUI ENTRETIENT LE HANDBALL CONGOLAIS



Des joueurs de handball heureux de retrouver le terrain et le plaisir de jouer.

Face à une crise qui paralyse les compétitions officielles depuis plusieurs saisons, la Dynamique le réveil du handball congolais a choisi de maintenir le jeu vivant à travers des matchs de gala organisés chaque dimanche dans plusieurs villes du pays. À Brazzaville, Pointe-Noire, Madingou, Loutété et Ouessou, clubs, dirigeants et pratiquants se retrouvent désormais autour d'une initiative qui redonne du temps de jeu, ravive l'intérêt du public et entretient l'espoir d'un retour à la normale. Mais derrière cet élan, le conflit de gouvernance continue de diviser profondément la discipline et de bloquer son avenir institutionnel.

Les matchs de gala organisés par la Dynamique le réveil du handball congolais s'imposent peu à peu comme un rendez-vous attendu dans plusieurs localités du pays. Chaque dimanche, les terrains d'Avenir du rail à Brazzaville, du stade Henrico Mattei à Pointe-Noire, mais aussi ceux de Madingou, Loutété et Ouessou accueillent des rencontres qui réunissent des équipes venues de divers horizons. L'initiative ne se limite plus à une simple animation sportive, elle devient un espace de reprise, de visibilité et de maintien du niveau de pratique. Cette mobilisation croissante montre que le handball congolais conserve un potentiel réel malgré la crise qui l'étouffe depuis deux ans. Les matchs de gala offrent aux joueurs l'occasion de retrouver des sensations de compétition, aux clubs la possibilité de maintenir leur cohésion

et aux supporters une raison de revenir vers les terrains. Dans un contexte où les compétitions officielles ont disparu, cette activité parallèle constitue pour beaucoup une bouffée d'oxygène.

La dynamique est portée par un groupe regroupé autour d'Avicenne Nzikou Bihoundou, ancien président de la ligue départementale de handball de Brazzaville et candidat à la présidence de la Fédération congolaise de handball. Sous la conduite de Christelle Colombe Bouaka Milandou, le mouvement a mis en place des rencontres régulièrement accompagnées d'une prise en charge des clubs, des dirigeants et des joueurs. Cette dimension matérielle renforce l'attractivité de l'initiative et explique en partie l'adhésion progressive de nouvelles équipes.

Des localités de plus en plus nombreuses

L'élan a d'abord pris une dimension remarquable à Madingou lors d'un tournoi présenté sous le nom de « J'aime la Bouendza au sens propre », parrainé par le préfet de la Bouenza, Marcel Ganongo. L'événement a rassemblé plus de trente équipes issues de plusieurs départements, confirmant que l'attente autour du handball dépassait largement le cercle des initiés. Cette première expérience a servi de signal fort, en démontrant que le sport pouvait encore fédérer au-delà des clivages existants.

Le mouvement a ensuite franchi un nouveau cap à Brazzaville, où plus de quarante équipes venues de divers départements de la République du Congo

ont répondu présent. À cette occasion, deux formations invitées de la République démocratique du Congo, FC Police de Kinshasa et Tout-puissant Mazembe de Lubumbashi, ont ajouté une dimension internationale à la manifestation. Cette participation a donné au rendez-vous un relief particulier, en montrant que l'initiative commence à rayonner au-delà des frontières nationales.

Depuis lors, de nouvelles localités et de nouveaux clubs ne cessent de rejoindre la dynamique. Loin de se limiter à une poignée d'acteurs, le phénomène s'étend désormais à plusieurs bassins sportifs, au point de faire émerger une sorte de championnat informel chaque dimanche. Le ralliement s'explique d'abord par la nécessité de disposer de temps de jeu, mais aussi par un intérêt financier qui permet d'alléger certaines contraintes logistiques. Dans un environnement sportif fragilisé, ces éléments pèsent lourd dans la décision des clubs.

Une crise qui bloque les compétitions

Si la dynamique entretient l'activité, elle ne règle pas le problème de fond. Le handball congolais reste plongé dans une crise de gouvernance qui prive le pays de compétitions officielles depuis plusieurs saisons. Les ligues départementales sont à l'arrêt et le championnat national n'a plus été disputé depuis trois saisons sportives. Cette situation fragilise la base même de la discipline, prive les jeunes de progression régulière et affaiblit la détection des talents.

La crise actuelle trouve son origine dans la dernière élection à la tête de la Fédération congolaise de handball. Après plusieurs remises en cause du processus électoral par la Chambre de conciliation et d'arbitrage du sport, puis le retrait du président sortant Yahn Ayessa, le seul candidat encore en lice, Avicenne Nzikou, a finalement été écarté de l'élection. Cela a ouvert la voie à Linda Noumazalaye, élue dans des conditions que plusieurs acteurs du handball considèrent comme contestables.

Depuis cette élection, le milieu du handball s'est scindé en deux camps bien distincts. D'un côté se trouve le bureau exécutif en place, de l'autre une large partie des clubs qui refuse de reconnaître une élection jugée illégale. Les contestataires estiment que le processus a bafoué la note circulaire du ministre des Sports relative à l'organisation des élections dans les fédérations, ainsi que plusieurs dispositions des statuts de la FECOHAND, de la CAHB et de l'IHF. La question de l'éligibilité de la présidente actuelle continue d'alimenter les critiques.

Des tentatives de conciliation sans effet

Plusieurs initiatives ont pourtant été engagées pour tenter de rapprocher les positions. Des anciens dirigeants et handballeurs réunis autour de Patou Kimbalou ont d'abord essayé d'ouvrir une voie de dialogue. Plus récemment, un comité ad hoc de concertation présidé par Henri Bollé, premier vice président du Comité national olympique et sportif congolais, a également pris

Il ne s'agit pas seulement de rétablir une administration fédérale, mais de sauver l'avenir d'une discipline qui a longtemps porté haut le prestige national.

l'initiative de consulter les différentes parties prenantes. La FECOHAND, la dynamique et les sachants du handball ont tous été entendus.

Malgré ces démarches, rien ne semble avoir réellement fait bouger les lignes. Les divergences persistent, les accusations se maintiennent et la discipline reste bloquée dans une impasse qui dure. Même les appels lancés au plus haut niveau de l'État n'ont pas produit d'effet tangible. Lors des vœux au couple présidentiel, le président de la Cour constitutionnelle, Auguste Iloki, avait pourtant alerté sur la situation au nom des forces vives de la nation. Puis le président Denis Sassou N'Guesso avait lui-même évoqué le sujet lors de son investiture.

Cette immobilité inquiète d'autant plus qu'elle touche un sport historiquement important pour le Congo. Le handball a longtemps figuré parmi les disciplines collectives les plus performantes du pays, notamment grâce aux résultats des équipes nationales féminines et des clubs sur la scène internationale. Aujourd'hui, le blocage institutionnel menace cet héritage et éloigne progressivement le pays des standards compétitifs qui faisaient sa réputation. La crise administrative finit ainsi par devenir une crise sportive et générationnelle.

Un enjeu pour la jeunesse et le prestige national

Au coeur des critiques, une idée revient avec insistance, le handball congolais ne peut pas se résumer aux voyages,



Les joueuses retrouvent le plaisir du jeu, tandis que les automatismes reviennent progressivement.

aux sorties d'argent et aux calculs d'appareil. Pour de nombreux acteurs, l'absence de compétitions nationales et d'une organisation interne efficace au niveau des ligues départementales empêche toute relance sérieuse. Les compétitions interclubs et les sorties des sélections nationales ne sauraient, à elles seules, masquer la fragilité d'un système sans base solide. Sans championnat régulier, le sport ne peut ni former, ni révéler, ni fidéliser ses pratiquants.

Les conséquences sont lourdes pour des milliers de jeunes filles et garçons qui espèrent faire carrière dans cette discipline. Privés de perspectives claires, ils se retrouvent enfermés dans une attente interminable, alors même que le handball a besoin d'une relève continue pour préserver son niveau. Les matchs de gala offrent un exutoire, mais ils ne remplacent pas un calendrier officiel, des ligues actives et une fédération reconnue par tous les acteurs.

C'est pourquoi de nombreux observateurs estiment que les décideurs du sport, au premier rang desquels le ministère des Sports et le CNOSC, doivent rechercher des solutions consensuelles. Il ne s'agit pas seulement de rétablir une administration fédérale, mais de sauver l'avenir d'une discipline qui a longtemps porté haut le prestige national. Le retour à la normale apparaît comme une urgence sportive, sociale et symbolique, tant le handball congolais continue de souffrir d'une gestion contestée.

Les clubs engagés dans les matchs de gala			
Brazzaville	Séniors Messieurs : BMC, ASB, Patronage, CFJSO, Tsongolaise, Inter club, ASOC, Lion Sport, Académie, AVR.		
	Séniors Dames : DGSP, Grain de Sel, ASOC, ASEL, Interclub, CFPN, Renaissance.		
Ouessou	Séniors Messieurs : AS Sangha Sport, Olympique.		
	Séniors Dames : AS Sangha Sport, Olympique.		
Pointe-Noire		Séniors Messieurs : NHA Sport, Inter Club de Pointe-Noire, Munisport, Pèlerin, Patronage de Pointe-Noire, AS Cheminots.	
		Séniors Dames : AS Cheminots, Pèlerin, Banko Sport, Tié-Tié Sport.	
Madingou		Prosport de Madingou.	



Salon de l'Innovation, de la Technologie
et de l'Entrepreneuriat au Congo

UN SALON D'ENVERGURE

Le SITEC (Salon de l'Innovation, de la Technologie et de l'Entrepreneuriat au Congo) est un événement majeur avec pour ambition de promouvoir l'innovation, la technologie et l'entrepreneuriat en République du Congo.

POINTE-NOIRE

NOVEMBRE 2026



INNOVATION

Le SITEC met en avant les dernières avancées technologiques et les solutions innovantes développées au Congo et dans le monde, en mettant un accent sur leur impact positif.



ENTREPRENEURIAT

Le salon vise à encourager et soutenir les entrepreneurs basés au Congo, en particulier les jeunes et femmes, en leur offrant des opportunités de formation et de financement.



FORMATION

Le SITEC propose des ateliers, des formations, animés par des experts et des leaders du secteur, afin de renforcer les capacités des participants et acteurs de l'écosystème.



NETWORKING

Le salon offre des espaces de networking permettant aux participants de nouer des contacts, d'échanger des idées et de développer des partenariats stratégiques.



+242 06 529 60 60

www.sitec.cg



Agence de com
orientée résultats

**Les bonnes actions de
com ne s'improvisent pas.
Elles se conçoivent !**



+242 06 675 42 13
+242 05 782 58 17

www.adn.cg
ecrire@adn.cg